



Rev. 3 = 1/2000  
Rev. 5 = 9/1970

A/520/Rev.7

# RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

*(avec les amendements et additifs  
adoptés par l'Assemblée générale  
jusqu'au 31 décembre 1963)*



NATIONS UNIES

# RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

*(avec les amendements et additifs  
adoptés par l'Assemblée générale  
jusqu'au 31 décembre 1963)*



**NATIONS UNIES**  
New York • Juin 1964

**A/520/Rev.7**

**PUBLICATION DES NATIONS UNIES**

**Numéro de vente: 64. I. 18**

**Prix: 50 cents (USA)  
(ou l'équivalent en monnaie du pays)**

# TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
INTRODUCTION .....	xi
NOTES EXPLICATIVES .....	xiv

## REGLEMENT INTERIEUR\*

### I. — SESSIONS

#### *Sessions ordinaires*

#### *Articles*

1. Date de réunion .....	1
2. Durée de la session .....	1
3. Lieu de réunion .....	1
4. Lieu de réunion .....	1
5. Notification des sessions .....	1
6. Interruption d'une session .....	1

#### *Sessions extraordinaires*

7. Convocation par l'Assemblée générale .....	2
8. Convocation à la demande du Conseil de sécurité ou de certains Membres .....	2
9. Demandes de Membres .....	2
10. Notification des sessions .....	2

#### *Sessions ordinaires et extraordinaires*

11. Notification aux autres organes .....	3
---	---

### II. — ORDRE DU JOUR

#### *Sessions ordinaires*

12. Ordre du jour provisoire .....	3
13. Ordre du jour provisoire .....	3
14. Questions supplémentaires .....	3
15. Questions nouvelles .....	4

#### *Sessions extraordinaires*

16. Ordre du jour provisoire .....	4
17. Ordre du jour provisoire .....	4

\* Voir article 163: "Il ne sera pas tenu compte, dans l'interprétation des articles, des appellations données aux articles dans la table des matières ni des annotations en italique jointes aux présents articles."

18. Questions supplémentaires .....	4
19. Questions nouvelles .....	4

### *Sessions ordinaires et extraordinaires*

20. Mémoire explicatif .....	5
21. Approbation de l'ordre du jour .....	5
22. Modification et suppression de points de l'ordre du jour .....	5
23. Débats relatifs à l'inscription de questions .....	5
24. Modification de la répartition des dépenses .....	5

### III. — DÉLÉGATIONS

25. Composition .....	5
26. Suppléants .....	6

### IV. — POUVOIRS

27. Présentation des pouvoirs .....	6
28. Commission de vérification des pouvoirs .....	6
29. Admission temporaire à une session .....	6

### V. — PRÉSIDENT ET VICE-PRÉSIDENTS

30. Président provisoire .....	6
31. Elections .....	6
32. Président par intérim .....	7
33. Président par intérim .....	7
34. Remplacement du Président .....	7
35. Pouvoirs généraux du Président .....	7
36. Pouvoirs généraux du Président .....	8
37. Le Président ne prend pas part aux scrutins .....	8

### VI. — BUREAU

38. Composition .....	8
39. Remplaçants .....	8
40. Fonctions .....	8
41. Fonctions .....	9
42. Fonctions .....	9
43. Participation de représentants d'Etats Membres qui ont demandé l'inscription de questions à l'ordre du jour .....	9
44. Revision de la forme des résolutions de l'Assemblée générale .....	9

### VII. — SECRÉTARIAT

45. Fonctions du Secrétaire général .....	9
46. Fonctions du Secrétaire général .....	10

<i>Articles</i>	<i>Pages</i>
47. Fonctions du Secrétariat .....	10
48. Rapport annuel du Secrétaire général .....	10
49. Notification en vertu de l'Article 12 de la Charte .....	10
50. Règles concernant le Secrétariat .....	10

### VIII. — LANGUES

51. Langues officielles et langues de travail .....	11
52. Interprétation de discours prononcés dans une des langues de travail .....	11
53. Interprétation de discours prononcés dans une des langues officielles .....	11
54. Interprétation de discours prononcés dans une autre langue ..	11
55. Langues à utiliser pour les comptes rendus sténographiques ..	11
56. Langues à utiliser pour les comptes rendus analytiques ....	11
57. Langues à utiliser pour le Journal .....	11
58. Langues à utiliser pour les résolutions et pour d'autres documents importants .....	11
59. Publications en langues autres que les langues officielles ....	12

### IX. — COMPTES RENDUS DES SÉANCES

60. Comptes rendus sténographiques .....	12
61. Résolutions .....	12

### X. — SÉANCES PUBLIQUES ET PRIVÉES: SÉANCES PLÉNIÈRES; SÉANCES DES COMMISSIONS ET SOUS-COMMISSIONS

62. Principes généraux .....	12
63. Séances privées .....	12

### XI. — MINUTE DE SILENCE CONSACRÉE À LA PRIÈRE OU À LA MÉDITATION

64. Invitation à observer une minute de silence pour la prière ou la méditation .....	13
---	----

### XII. — SÉANCES PLÉNIÈRES

#### *Conduite des débats*

65. Sessions extraordinaires d'urgence .....	13
66. Rapport du Secrétaire général .....	13
67. Renvoi aux commissions .....	13
68. Discussion des rapports des commissions .....	13
69. Quorum .....	13
70. Discours .....	14
71. Tour de priorité .....	14

<i>Articles</i>	<i>Pages</i>
72. Déclarations du Secrétariat .....	14
73. Motions d'ordre .....	14
74. Limitation du temps de parole .....	14
75. Clôture de la liste des orateurs .....	14
76. Ajournement du débat .....	15
77. Clôture du débat .....	15
78. Suspension ou ajournement de la séance .....	15
79. Ordre des motions de procédure .....	15
80. Propositions et amendements .....	15
81. Décisions sur la compétence .....	16
82. Retrait des motions .....	16
83. Remise en discussion des propositions .....	16

### *Vote*

84. Droit de vote .....	16
85. Majorité des deux tiers .....	16
86. Majorité des deux tiers .....	16
87. Majorité simple .....	17
88. Sens de l'expression "membres présents et votants" .....	17
89. Scrutin .....	17
90. Règles à observer pendant le vote .....	17
91. Division des propositions et des amendements .....	17
92. Vote sur les amendements .....	18
93. Vote sur les propositions .....	18
94. Elections .....	18
95. Elections .....	18
96. Elections .....	19
97. Partage égal des voix .....	19

## XIII. — COMMISSIONS

### *Création, bureaux, etc.*

98. Création .....	19
99. Catégories de sujets .....	19
100. Priorités .....	20
101. Grandes commissions .....	20
102. Représentation des Etats Membres .....	20
103. Représentation des Etats Membres .....	20
104. Sous-commissions .....	20
105. Membres du bureau .....	20
106. Les Présidents des grandes commissions ne prennent pas part aux scrutins .....	21
107. Absence de membres du bureau .....	21

<i>Articles</i>	<i>Pages</i>
108. Fonctions du Président .....	21
109. Fonctions du Président .....	21
<i>Conduite des débats</i>	
110. Quorum .....	21
111. Discours .....	21
112. Tour de priorité .....	22
113. Déclarations du Secrétariat .....	22
114. Motions d'ordre .....	22
115. Limitation du temps de parole .....	22
116. Clôture de la liste des orateurs .....	22
117. Ajournement du débat .....	22
118. Clôture du débat .....	23
119. Suspension ou ajournement de la séance .....	23
120. Ordre des motions de procédure .....	23
121. Propositions et amendements .....	23
122. Décisions sur la compétence .....	23
123. Retrait des motions .....	24
124. Remise en discussion des propositions .....	24
<i>Vote</i>	
125. Droit de vote .....	24
126. Majorité requise .....	24
127. Sens de l'expression "membres présents et votants" .....	24
128. Scrutin .....	24
129. Règles à observer pendant le vote .....	25
130. Division des propositions et des amendements .....	25
131. Vote sur les amendements .....	25
132. Vote sur les propositions .....	25
133. Elections .....	26
134. Partage égal des voix .....	26
<b>XIV. — ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES</b>	
135. Demandes d'admission .....	26
136. Notification des demandes d'admission .....	26
137. Examen et décision de l'Assemblée générale .....	26
138. Examen et décision de l'Assemblée générale .....	26
139. Notification de la décision et date effective d'admission .....	27
<b>XV. — ELECTION AUX ORGANES PRINCIPAUX</b>	
<i>Dispositions générales</i>	
140. Mandats .....	27
141. Elections partielles .....	27

<i>Articles</i>	<i>Pages</i>
<i>Nomination du Secrétaire général</i>	
142. Nomination du Secrétaire général .....	27
<i>Conseil de sécurité</i>	
143. Elections annuelles .....	27
144. Conditions requises .....	27
145. Rééligibilité .....	28
<i>Conseil économique et social</i>	
146. Elections annuelles .....	28
147. Rééligibilité .....	28
<i>Conseil de tutelle</i>	
148. Circonstances entraînant des élections .....	28
149. Mandat et rééligibilité .....	28
150. Vacances .....	29
<i>Cour internationale de Justice</i>	
151. Mode d'élection .....	29
152. Mode d'élection .....	29
<b>XVI. — QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES</b>	
153. Règlement relatif à la gestion financière .....	29
154. Prévisions de dépenses .....	29
155. Information sur les frais entraînés par les résolutions .....	29
<i>Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires</i>	
156. Nomination .....	30
157. Composition .....	30
158. Fonctions .....	30
<i>Comité des contributions</i>	
159. Nomination .....	30
160. Composition .....	30
161. Fonctions .....	31
<b>XVII. — ORGANES SUBSIDIAIRES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE</b>	
162. Création et règlement intérieur .....	31
<b>XVIII. — INTERPRÉTATION ET AMENDEMENTS</b>	
163. Annotations en italique .....	31
164. Modalités d'amendement .....	31

# ANNEXES

*Pages*

I. — Recommandations et suggestions formulées par la Commission spéciale des méthodes et des procédures de l'Assemblée générale et approuvées par l'Assemblée générale ..	33
II. — Méthodes et procédures employées par l'Assemblée générale pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction .....	37
III. — Procédure pour l'examen des rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain .....	40
IV. — Amélioration des méthodes de travail de l'Assemblée générale	41
INDEX DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR .....	43

## INTRODUCTION

A sa deuxième session ordinaire, l'Assemblée générale a adopté, par la résolution 173 (II) du 17 novembre 1947, un règlement intérieur amendé remplaçant le règlement intérieur provisoire qu'elle avait adopté à sa première session ordinaire et qui s'inspirait d'un texte établi par la Commission préparatoire. Ce règlement est entré en vigueur le 1er janvier 1948 (A/520). A la même session, l'Assemblée générale a adopté, par la résolution 116 (II) du 21 novembre 1947, le texte remanié d'articles destinés à être insérés dans son règlement intérieur et régissant l'admission de nouveaux Membres dans l'Organisation.

A sa troisième session ordinaire, l'Assemblée générale a, par la résolution 262 (III) du 11 décembre 1948, modifié les articles de son règlement intérieur relatifs aux langues de travail.

A sa quatrième session ordinaire, l'Assemblée générale a, sur le rapport de la Commission spéciale des méthodes et des procédures<sup>1</sup>, adopté, par la résolution 362 (IV) du 22 octobre 1949, divers amendements et additifs à son règlement intérieur et a décidé que ces amendements et additifs entreraient en vigueur le 1er janvier 1950. Par la même résolution, l'Assemblée générale a approuvé plusieurs recommandations et suggestions de la Commission spéciale et a prié le Secrétaire général de préparer un document où lesdites recommandations et suggestions seraient présentées sous une forme qui soit d'un usage commode pour le Bureau et pour les délégations des Etats Membres à l'Assemblée. L'annexe I du présent règlement intérieur reproduit le texte des recommandations et suggestions formulées par la Commission spéciale.

A sa cinquième session ordinaire, l'Assemblée générale a décidé d'apporter au règlement intérieur plusieurs amendements et additions dont le texte figure en annexe à la résolution 377 A (V) intitulée "L'union pour le maintien de la paix". Par la résolution 475 (V), l'Assemblée générale a adopté un nouvel article (art. 84 bis<sup>2</sup>) concernant la majorité requise pour ses décisions touchant les amendements à des propositions relatives à des questions importantes et les parties de telles propositions mises aux voix par division.

Par les résolutions 366 (IV) et 479 (V), l'Assemblée générale a adopté des articles relatifs à la convocation par le Conseil économique et social, en vertu du paragraphe 4 de l'Article 62 de la Charte, de conférences internationales d'Etats et de conférences non gouvernementales, respectivement.

A sa septième session ordinaire, l'Assemblée générale a, sur le rapport d'un Comité spécial<sup>3</sup>, adopté la résolution 684 (VII) du 6

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, quatrième session, Supplément No 12 (A/937)*.

<sup>2</sup> Cet article porte le numéro 86 dans le présent règlement intérieur.

<sup>3</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Annexes, point 53 de l'ordre du jour, document A/2174*.

novembre 1952 dans laquelle elle a formulé certaines recommandations touchant les méthodes et procédures à employer pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction. Il était spécifié dans la résolution que les termes de ces recommandations seraient "incorporés, sous forme d'annexe, au règlement intérieur de l'Assemblée générale" et que "les paragraphes 19, 20, 29, 30, 35, 36, 37, 38 et 39 du rapport du Comité spécial" seraient "reproduits *in extenso* dans ladite annexe". Le texte des recommandations et celui des paragraphes précités du rapport du Comité spécial sont en conséquence reproduits dans l'annexe II du présent règlement intérieur.

Par la résolution 689 A (VII) du 21 décembre 1952, l'Assemblée générale a constitué un Comité spécial chargé d'étudier un mémoire présenté par le Secrétaire général à la septième session et concernant les mesures tendant à limiter la durée des sessions ordinaires de l'Assemblée; ce Comité spécial devait aussi étudier tous autres documents communiqués par les États Membres au sujet de cette question. Par la résolution 689 B (VII) adoptée le même jour, l'Assemblée générale a apporté un amendement à l'article 2 de son règlement intérieur: le texte modifié dispose que l'Assemblée fixe, au début de chaque session, "une date", et non plus "une date approximative", "pour la clôture de la session".

A sa huitième session, l'Assemblée générale a examiné le rapport du Comité spécial et, par la résolution 791 (VIII) du 23 octobre 1953, a modifié les articles 38 et 39 de son règlement intérieur, relatifs à la composition du Bureau, et l'article 98<sup>4</sup> dudit règlement, relatif à l'ordre d'urgence à suivre pour l'examen des questions renvoyées aux grandes commissions.

A sa neuvième session, l'Assemblée générale a, par la résolution 844 (IX) du 11 octobre 1954, adopté un règlement spécial en six articles concernant la procédure qu'elle suivra pour l'examen des rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain. Le texte de ce règlement spécial est reproduit dans l'annexe III de la présente édition du règlement intérieur.

A sa onzième session, l'Assemblée générale a décidé, lors de sa 577<sup>ème</sup> séance plénière, le 15 novembre 1956: 1) de créer un huitième poste de Vice-Président de l'Assemblée; 2) de désigner la Commission politique spéciale, en anglais, sous le titre de "Special Political Committee" au lieu de "Ad Hoc Political Committee" et de lui donner un caractère permanent. A cette même session, l'Assemblée a, par sa résolution 1104 (XI) du 18 décembre 1956, modifié en conséquence les articles 31, 38, 39 et 101 de son règlement intérieur.

A sa douzième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 1192 (XII) du 12 décembre 1957, a décidé de porter le nombre des Vice-Présidents de l'Assemblée de huit à treize et a modifié en conséquence les articles 31 et 38 du règlement intérieur. Dans une annexe à la résolution, l'Assemblée générale a arrêté les critères à observer pour l'élection des Vice-Présidents.

---

<sup>4</sup> Cet article porte le numéro 100 dans le présent règlement intérieur.

A sa seizième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 1659 (XVI) du 28 novembre 1961, a décidé de porter de neuf à douze le nombre des membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et a modifié en conséquence les articles 156 et 157 du règlement intérieur.

A sa dix-huitième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 1990 (XVIII) du 17 décembre 1963, a décidé de porter de treize à dix-sept le nombre des Vice-Présidents de l'Assemblée et a modifié en conséquence les articles 31 et 38 du règlement intérieur. Dans une annexe à la résolution, l'Assemblée a arrêté les critères à observer pour l'élection du Président de l'Assemblée générale, des dix-sept Vice-Présidents de l'Assemblée et des sept Présidents des grandes commissions; le texte de cette décision est reproduit dans la note de bas de page relative à l'article 31.

La présente édition révisée du règlement intérieur tient donc compte de tous les amendements et additifs adoptés par l'Assemblée générale jusqu'à sa dix-huitième session inclusivement.

Les éditions précédentes du règlement intérieur et les rectificatifs y relatifs ont été publiés sous les cotes ci-après :

Décembre 1947 .....	A/520
Juin 1948 .....	A/520/Corr.1 (français seulement)
Janvier 1950 .....	A/520/Rev.1
Janvier 1951 .....	A/520/Rev.2
Juillet 1954 .....	A/520/Rev.3
Mars 1956 .....	A/520/Rev.4
Septembre 1957 .....	A/520/Rev.5 (antérieurement A/3660)
Janvier 1958 .....	A/520/Rev.5/Corr.1 (antérieurement A/3660/Corr.1)
Février 1961 .....	A/520/Rev.6 (antérieurement A/4700)
Février 1962 .....	A/520/Rev.6/Corr.1 (antérieurement A/4700/Corr.1)

Juin 1964.

## Notes explicatives

1. Les articles 49, 84, 85, 87, 145, 147 et 162, qui reproduisent textuellement des dispositions de la Charte, sont imprimés en caractères gras et signalés par une note de bas de page. Une note de bas de page signale aussi les articles reposant directement sur des dispositions de la Charte mais qui n'en reproduisent pas textuellement les termes.

2. Les chiffres indiqués entre crochets après le numéro des articles relatifs aux séances plénières renvoient aux articles identiques ou correspondants relatifs aux séances de commissions, et vice versa.

3. Il y a lieu de rappeler qu'aux termes de l'article 163 "il ne sera pas tenu compte, dans l'interprétation des articles, des appellations données aux articles dans la table des matières ni des annotations en italique jointes aux présents articles".

# REGLEMENT INTERIEUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE

## I. — SESSIONS

### SESSIONS ORDINAIRES

#### *Date de réunion*

#### **Article premier<sup>1</sup>**

L'Assemblée générale se réunit en session ordinaire, chaque année, le troisième mardi de septembre.

#### *Durée de la session*

#### **Article 2**

Sur recommandation du Bureau, l'Assemblée générale fixe, au début de la session, une date pour la clôture de la session.

#### *Lieu de réunion*

#### **Article 3**

L'Assemblée générale se réunit au Siège de l'Organisation, à moins qu'elle ne soit convoquée en un autre lieu en vertu d'une décision prise au cours d'une session antérieure ou à la demande de la majorité des Membres de l'Organisation.

#### **Article 4**

Tout Membre de l'Organisation des Nations Unies peut, cent vingt jours au moins avant la date fixée pour l'ouverture d'une session ordinaire, demander que la session ait lieu ailleurs qu'au Siège de l'Organisation. Le Secrétaire général communique immédiatement la demande aux autres Membres de l'Organisation, en y joignant ses recommandations. Si, dans les trente jours qui suivent la date de cette communication, la majorité des Membres s'est déclarée d'accord, la session se tient à l'endroit demandé.

#### *Notification des sessions*

#### **Article 5**

Les Membres de l'Organisation sont avisés par le Secrétaire général, au moins soixante jours par avance, de l'ouverture d'une session ordinaire.

#### *Interruption d'une session*

#### **Article 6**

L'Assemblée générale peut, à toute session, décider d'interrompre temporairement ses séances et de les reprendre à une date ultérieure.

---

<sup>1</sup> Article reposant directement sur une disposition de la Charte (Art. 20).

*Convocation par l'Assemblée générale***Article 7<sup>2</sup>**

L'Assemblée générale peut fixer une date à laquelle elle tiendra une session extraordinaire.

*Convocation à la demande du Conseil de sécurité ou de certains Membres***Article 8**

a) L'Assemblée générale se réunit en session extraordinaire dans un délai de quinze jours à compter soit de la date à laquelle le Secrétaire général a été saisi d'une demande à cet effet émanant du Conseil de sécurité ou de la majorité des Membres de l'Organisation des Nations Unies, soit de la date à laquelle la majorité des Membres a fait connaître son assentiment comme il est prévu à l'article 9.

b) L'Assemblée générale se réunit en session extraordinaire d'urgence, conformément à sa résolution 377 A (V), dans un délai de vingt-quatre heures après la réception par le Secrétaire général d'une demande à cet effet émanant soit du Conseil de sécurité, à la suite d'un vote affirmatif de sept membres de ce Conseil, soit de la majorité des Membres exprimée au cours d'un vote de la Commission intérimaire ou autrement, soit de la majorité des Membres comme il est prévu à l'article 9.

*Demandes de Membres***Article 9**

a) Tout Membre de l'Organisation des Nations Unies peut demander au Secrétaire général de convoquer l'Assemblée générale en session extraordinaire. Le Secrétaire général informe immédiatement de cette demande les autres Membres et prend leur avis. Si le projet de réunion est accepté par la majorité des Membres dans un délai de trente jours à compter de la date de cette communication, l'Assemblée générale est convoquée en session extraordinaire conformément aux dispositions de l'article 8.

b) Le présent article s'applique également à la demande d'un Membre relative à la convocation d'une session extraordinaire d'urgence prévue dans la résolution 377 A (V). Dans ce cas, le Secrétaire général se met en relation avec les autres Membres par les moyens de communication les plus rapides.

*Notification des sessions***Article 10**

Le Secrétaire général avise les Membres de l'Organisation de l'ouverture d'une session extraordinaire au moins quatorze jours par avance si cette session est convoquée à la demande du Conseil de sécurité, et au moins dix jours par avance si elle est convoquée à la demande de la majorité des Membres, ou à la demande d'un Membre si cette demande

<sup>2</sup> Article reposant directement sur une disposition de la Charte (Art. 20).

a recueilli l'approbation de la majorité. Lorsqu'une session extraordinaire d'urgence est convoquée en vertu des dispositions de l'alinéa *b* de l'article 8, le Secrétaire général avise les Membres douze heures au moins avant l'ouverture de la session.

## SESSIONS ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES

### *Notification aux autres organes*

#### **Article 11**

Un exemplaire de l'avis convoquant l'Assemblée générale en vue d'une session quelconque est adressé à tous les autres organes principaux de l'Organisation, ainsi qu'aux institutions spécialisées visées au paragraphe 2 de l'Article 57 de la Charte.

## II. — ORDRE DU JOUR

### SESSIONS ORDINAIRES

#### *Ordre du jour provisoire*

#### **Article 12**

L'ordre du jour provisoire d'une session ordinaire est établi par le Secrétaire général et communiqué aux Membres de l'Organisation soixante jours au moins avant l'ouverture de la session.

#### **Article 13**

L'ordre du jour provisoire d'une session ordinaire comporte :

- a*) Le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation ;
- b*) Les rapports du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social, du Conseil de tutelle, de la Cour internationale de Justice, des organes subsidiaires de l'Assemblée générale, des institutions spécialisées (quand les accords conclus avec celles-ci en prévoient la présentation) ;
- c*) Les questions que l'Assemblée générale, lors d'une session précédente, a décidé d'inscrire à son ordre du jour ;
- d*) Les questions proposées par les autres organes principaux de l'Organisation des Nations Unies ;
- e*) Les questions proposées par tout Membre de l'Organisation ;
- f*) Les questions relatives au budget de l'exercice suivant et le rapport sur les comptes de l'exercice écoulé ;
- g*) Les questions que le Secrétaire général juge nécessaire de soumettre à l'Assemblée générale ;
- h*) Les questions proposées par des Etats non membres de l'Organisation en vertu du paragraphe 2 de l'Article 35 de la Charte.

#### *Questions supplémentaires*

#### **Article 14**

Tout Membre ou organe principal de l'Organisation ou le Secrétaire général peut, trente jours au moins avant la date fixée pour l'ouverture d'une session ordinaire, demander l'inscription de questions supplémentaires à l'ordre du jour. Ces questions figurent sur une liste sup-

plémentaire qui est communiquée aux Membres de l'Organisation vingt jours au moins avant la date fixée pour l'ouverture de la session.

### *Questions nouvelles*

#### **Article 15**

Des questions nouvelles présentant un caractère d'importance ou d'urgence, proposées pour inscription à l'ordre du jour moins de trente jours avant l'ouverture d'une session ordinaire ou au cours d'une session ordinaire, peuvent y être ajoutées en vertu d'une décision prise à la majorité des Membres présents et votants. Aucune question nouvelle ne peut être examinée avant qu'un délai de sept jours ne se soit écoulé à compter de son inscription à l'ordre du jour, sauf décision contraire prise par l'Assemblée générale à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants, ni avant qu'une commission n'ait fait rapport sur cette question.

#### **SESSIONS EXTRAORDINAIRES**

### *Ordre du jour provisoire*

#### **Article 16**

L'ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire convoquée à la demande du Conseil de sécurité est communiqué aux Membres de l'Organisation des Nations Unies quatorze jours au moins avant l'ouverture de la session. L'ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire convoquée à la demande de la majorité des Membres ou à la demande d'un Membre quelconque, si cette demande a recueilli l'approbation de la majorité, est communiqué dix jours au moins avant l'ouverture de la session. L'ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire d'urgence est communiqué aux Membres en même temps que la communication concernant la convocation de la session.

#### **Article 17**

L'ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire comporte seulement les questions présentées pour examen dans la demande de convocation de la session extraordinaire.

### *Questions supplémentaires*

#### **Article 18**

Tout Membre ou organe principal de l'Organisation ou le Secrétaire général peut, quatre jours au moins avant la date fixée pour l'ouverture d'une session extraordinaire, demander l'inscription de questions supplémentaires à l'ordre du jour. Ces questions figurent sur une liste supplémentaire qui est communiquée aussitôt que possible aux Membres de l'Organisation.

### *Questions nouvelles*

#### **Article 19**

Au cours d'une session extraordinaire, les questions figurant sur la liste supplémentaire et des questions nouvelles peuvent être ajoutées à l'ordre du jour par décision prise à la majorité des deux tiers des

membres présents et votants. Au cours d'une session extraordinaire d'urgence, des questions nouvelles se rapportant aux sujets qui font l'objet de la résolution 377 A (V) peuvent être ajoutées à l'ordre du jour par décision prise à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.

#### SESSIONS ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES

##### *Mémoire explicatif*

#### **Article 20**

Toute question proposée pour inscription à l'ordre du jour doit être accompagnée d'un mémoire explicatif et, dans la mesure du possible, de documents essentiels ou d'un projet de résolution.

##### *Approbation de l'ordre du jour*

#### **Article 21**

A chaque session, l'ordre du jour provisoire et la liste supplémentaire, accompagnés du rapport que le Bureau a établi en la matière, sont soumis à l'approbation de l'Assemblée générale aussitôt que possible après l'ouverture de la session.

##### *Modification et suppression de points de l'ordre du jour*

#### **Article 22**

Les points de l'ordre du jour peuvent être modifiés ou supprimés par une décision de l'Assemblée générale prise à la majorité des membres présents et votants.

##### *Débats relatifs à l'inscription de questions*

#### **Article 23**

Quand le Bureau a recommandé l'inscription d'une question à l'ordre du jour, seuls trois orateurs pour et trois orateurs contre peuvent prendre la parole sur l'inscription de cette question. Le Président peut limiter la durée des interventions permises aux représentants en vertu de cet article.

##### *Modification de la répartition des dépenses*

#### **Article 24**

Aucune proposition tendant à modifier la répartition des dépenses en vigueur n'est inscrite à l'ordre du jour si elle n'a été communiquée aux Membres de l'Organisation quatre-vingt-dix jours au moins avant la date fixée pour l'ouverture de la session.

### III. — DELEGATIONS

##### *Composition*

#### **Article 25<sup>3</sup>**

La délégation d'un Membre comprend cinq représentants et cinq suppléants au plus, et autant de conseillers, de conseillers techniques, d'experts et de personnes de catégorie analogue qu'elle juge nécessaires.

<sup>3</sup> Article reposant directement sur une disposition de la Charte (Art. 9, par. 2).

**Article 26**

Un représentant suppléant peut agir en qualité de représentant sur désignation du chef de la délégation intéressée.

**IV. — POUVOIRS**

*Présentation des pouvoirs*

**Article 27**

Les lettres de créance des représentants et les noms des membres d'une délégation seront communiqués au Secrétaire général, si possible au moins une semaine avant la date prévue pour l'ouverture de la session. Les lettres de créance doivent émaner soit du chef de l'Etat ou du chef du gouvernement, soit du ministre des affaires étrangères.

*Commission de vérification des pouvoirs*

**Article 28**

Une Commission de vérification des pouvoirs est nommée au début de chaque session. Elle comprend neuf membres, nommés par l'Assemblée générale sur proposition du Président. La Commission élit elle-même son bureau. Elle examine les pouvoirs des représentants et fait immédiatement son rapport.

*Admission temporaire à une session*

**Article 29**

Tout représentant dont l'admission soulève de l'opposition de la part d'un Membre siège provisoirement avec les mêmes droits que les autres représentants jusqu'à ce que la Commission de vérification des pouvoirs ait fait son rapport et que l'Assemblée générale ait statué.

**V. — PRESIDENT ET VICE-PRESIDENTS**

*Président provisoire*

**Article 30**

A l'ouverture de chaque session de l'Assemblée générale, le chef de la délégation dans laquelle avait été choisi le Président de la session précédente assume la présidence jusqu'à ce que l'Assemblée générale ait élu le Président de la session.

*Elections*

**Article 31**

L'Assemblée générale élit un Président et dix-sept Vice-Présidents<sup>4</sup> qui restent en fonctions jusqu'à la clôture de la session à laquelle ils

---

<sup>4</sup> Dans l'annexe à la résolution 1990 (XVIII) du 17 décembre 1963, l'Assemblée générale a décidé ce qui suit :

"1. Lors de l'élection du Président de l'Assemblée générale, il sera tenu compte de la nécessité de procéder, par rotation, à l'attribution de ce poste

sont élus<sup>5</sup>. Les Vice-Présidents sont élus après l'élection des Présidents des sept grandes commissions mentionnées à l'article 101 et de façon à assurer le caractère représentatif du Bureau.

### *Président par intérim*

#### **Article 32 [107]**

Si le Président est obligé de s'absenter pendant une séance ou une partie de séance, il charge un des Vice-Présidents de le remplacer.

#### **Article 33 [107]**

Un Vice-Président agissant en qualité de Président a les mêmes pouvoirs et les mêmes devoirs que le Président.

### *Remplacement du Président*

#### **Article 34 [107]**

Si le Président se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter de ses fonctions, un nouveau Président est élu pour le reste de la durée du mandat.

### *Pouvoirs généraux du Président*

#### **Article 35 [108]**

Outre l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le Président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance plénière de la session, dirige les discussions en séance plénière, assure l'application du règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Il statue sur les motions d'ordre et, sous réserve des dispositions du présent règlement, règle entièrement les débats à chaque séance et y assure le maintien de l'ordre. Le Président peut proposer à l'Assemblée générale,

---

suivant une répartition géographique équitable entre les régions mentionnées au paragraphe 4 ci-dessous.

"2. Les dix-sept Vice-Présidents de l'Assemblée générale sont élus d'après les critères suivants, compte tenu du paragraphe 3 ci-dessous :

- "a) Sept représentants d'Etats d'Afrique et d'Asie ;
- "b) Un représentant d'un Etat d'Europe orientale ;
- "c) Trois représentants d'Etats d'Amérique latine ;
- "d) Deux représentants d'Etats d'Europe occidentale et d'autres Etats ;
- "e) Cinq représentants des membres permanents du Conseil de sécurité.

"3. Par suite de l'élection du Président de l'Assemblée générale, il est attribué toutefois à la région à laquelle appartient le Président de l'Assemblée une vice-présidence de moins que ne le prévoit le paragraphe 2 ci-dessus.

"4. Les sept Présidents des grandes commissions sont élus d'après les critères suivants :

- "a) Trois représentants d'Etats d'Afrique et d'Asie ;
- "b) Un représentant d'un Etat d'Europe orientale ;
- "c) Un représentant d'un Etat d'Amérique latine ;
- "d) Un représentant d'un Etat d'Europe occidentale ou d'un autre Etat ;
- "e) La septième présidence est attribuée, par alternance annuelle, à un représentant des Etats mentionnés aux alinéas c et d ci-dessus."

<sup>5</sup> Article reposant directement sur une disposition de la Charte (Art. 21, 2ème phrase).

au cours de la discussion d'une question, la limitation du temps de parole, la limitation du nombre d'interventions de chaque représentant, la clôture de la liste des orateurs ou la clôture des débats. Il peut également proposer la suspension ou l'ajournement de la séance ou l'ajournement du débat sur la question en discussion.

### **Article 36 [109]**

Le Président, dans l'exercice de ses fonctions, demeure sous l'autorité de l'Assemblée générale.

*Le Président ne prend pas part aux scrutins*

### **Article 37 [106]**

Le Président, ou un Vice-Président agissant en qualité de Président, ne prend pas part aux scrutins, mais charge un autre membre de sa délégation de voter à sa place.

## **VI. — BUREAU**

*Composition*

### **Article 38**

Le Bureau comprend le Président de l'Assemblée générale, qui le préside, les dix-sept Vice-Présidents et les Présidents des sept grandes commissions. Tous les membres du Bureau appartiennent à des délégations différentes et sont choisis de façon à assurer son caractère représentatif. Les Présidents d'autres commissions au sein desquelles tous les Membres ont le droit d'être représentés et qui sont créées par l'Assemblée générale pour siéger au cours de la session ont le droit d'assister aux séances du Bureau et peuvent participer aux débats sans droit de vote.

*Remplaçants*

### **Article 39**

Si l'un des Vice-Présidents de l'Assemblée générale est obligé de s'absenter pendant une séance du Bureau, il peut désigner un membre de sa délégation pour le remplacer. Lorsque le Président d'une grande commission s'absente, il désigne le Vice-Président de la Commission pour le remplacer. Lorsqu'un Vice-Président appartient à la même délégation qu'un autre membre du Bureau, il n'a pas le droit de vote.

*Fonctions*

### **Article 40**

Au début de chaque session, le Bureau examine l'ordre du jour provisoire, en même temps que la liste supplémentaire de questions, et fait à l'Assemblée générale, sur chaque question proposée, des recommandations tendant à son inscription à l'ordre du jour, au rejet de la demande d'inscription ou à l'inscription de la question à l'ordre du jour provisoire d'une session ultérieure. Il examine de même les demandes d'inscription de questions nouvelles à l'ordre du jour et fait des recommandations à leur sujet à l'Assemblée générale. En

examinant les questions relatives à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, le Bureau ne discute pas le fond d'une question, sauf dans la mesure où il s'agit de déterminer si le Bureau doit recommander l'inscription de la question à l'ordre du jour, le rejet de la demande d'inscription ou l'inscription de la question à l'ordre du jour provisoire d'une session ultérieure, et de déterminer la priorité à accorder à une question dont l'inscription à l'ordre du jour a été recommandée.

#### **Article 41**

Le Bureau fait des recommandations à l'Assemblée générale relativement à la date de clôture de la session. Il aide le Président et l'Assemblée générale à élaborer l'ordre du jour de chaque séance plénière, à établir l'ordre de priorité des questions qui y figurent et à coordonner les travaux de toutes les commissions de l'Assemblée générale. Enfin, il assiste le Président dans la conduite de l'ensemble des travaux de l'Assemblée générale qui relève de la compétence du Président. Il ne prendra toutefois de décision sur aucune question politique.

#### **Article 42**

Le Bureau se réunit périodiquement, au cours de chaque session, pour examiner le progrès des travaux de l'Assemblée générale et de ses commissions et pour formuler des recommandations tendant à favoriser ce progrès. Le Bureau se réunit également chaque fois que le Président le juge nécessaire ou à la demande d'un autre de ses membres.

*Participation de représentants d'Etats Membres qui ont demandé l'inscription de questions à l'ordre du jour*

#### **Article 43**

Tout membre de l'Assemblée générale qui n'est pas représenté au Bureau et qui a demandé l'inscription d'une question à l'ordre du jour aura le droit d'assister à la séance du Bureau au cours de laquelle sa demande est examinée et pourra participer, sans droit de vote, aux débats sur cette question.

*Revision de la forme des résolutions de l'Assemblée générale*

#### **Article 44**

Le Bureau peut apporter des modifications de forme, mais non de fond, aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale. Toutes ces modifications font l'objet d'un rapport qui est soumis à l'examen de l'Assemblée générale.

### VII. — SECRETARIAT

*Fonctions du Secrétaire général*

#### **Article 45**

Le Secrétaire général agit en cette qualité à toutes les réunions de l'Assemblée générale<sup>6</sup>, de ses commissions et de ses sous-commissions.

<sup>6</sup> Article reposant directement sur une disposition de la Charte (Art. 98).

Il peut désigner un membre du personnel pour le remplacer en cette même qualité lors de ces réunions.

### **Article 46**

Le Secrétaire général fournit et dirige le personnel nécessaire à l'Assemblée générale et aux commissions et organes subsidiaires constitués par elle.

#### *Fonctions du Secrétariat*

### **Article 47**

Le Secrétariat est chargé de recevoir, de traduire, d'imprimer et de distribuer les documents, rapports et résolutions de l'Assemblée générale, de ses commissions et de ses organes; d'assurer l'interprétation des discours prononcés au cours des séances; de rédiger, d'imprimer et de communiquer les comptes rendus analytiques de la session; de conserver les documents dans les archives de l'Assemblée générale; de publier les comptes rendus des séances; de distribuer tous les documents de l'Assemblée générale aux Membres de l'Organisation, et, d'une manière générale, d'assumer toutes autres tâches que l'Assemblée générale juge bon de lui confier.

#### *Rapport annuel du Secrétaire général*

### **Article 48**

Le Secrétaire général présente à l'Assemblée générale un rapport annuel et tous rapports supplémentaires utiles sur l'activité de l'Organisation<sup>6</sup>. Il communique le rapport annuel aux Membres de l'Organisation des Nations Unies quarante-cinq jours au moins avant l'ouverture de la session.

#### *Notification en vertu de l'Article 12 de la Charte*

### **Article 49<sup>7</sup>**

Le Secrétaire général, avec l'assentiment du Conseil de sécurité, porte à la connaissance de l'Assemblée générale, lors de chaque session, les affaires relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales dont s'occupe le Conseil de sécurité; il avise de même l'Assemblée générale ou, si l'Assemblée générale ne siège pas, les Membres de l'Organisation dès que le Conseil de sécurité cesse de s'occuper desdites affaires.

#### *Règles concernant le Secrétariat*

### **Article 50<sup>8</sup>**

L'Assemblée générale fixe les règles concernant le personnel du Secrétariat.

---

<sup>7</sup> Cet article reproduit textuellement une disposition de la Charte (Art. 12, par. 2).

<sup>8</sup> Article reposant directement sur une disposition de la Charte (Art. 101, par. 1).

*Langues officielles et langues de travail***Article 51**

L'anglais, le chinois, l'espagnol, le français et le russe sont les langues officielles de l'Assemblée générale, de ses commissions et de ses sous-commissions. L'anglais, l'espagnol et le français sont les langues de travail.

*Interprétation de discours prononcés dans une des langues de travail***Article 52**

Les discours prononcés dans l'une des langues de travail sont interprétés dans les deux autres langues de travail.

*Interprétation de discours prononcés dans une des langues officielles***Article 53**

Les discours prononcés dans l'une des deux autres langues officielles sont interprétés dans les trois langues de travail.

*Interprétation de discours prononcés dans une autre langue***Article 54**

Tout représentant peut prendre la parole dans une langue autre que les langues officielles. Dans ce cas, il assure l'interprétation dans l'une des langues de travail. Les interprètes du Secrétariat peuvent prendre pour base de leurs interprétations dans les autres langues de travail celle qui aura été faite dans la première langue de travail utilisée.

*Langues à utiliser pour les comptes rendus sténographiques***Article 55**

Les comptes rendus sténographiques sont établis dans les langues de travail. La traduction de tout ou partie d'un compte rendu sténographique dans l'une des deux autres langues officielles sera fournie si elle est demandée par une délégation.

*Langues à utiliser pour les comptes rendus analytiques***Article 56**

Des comptes rendus analytiques sont établis aussitôt que possible dans les langues officielles.

*Langues à utiliser pour le Journal***Article 57**

Le Journal de l'Assemblée générale est publié dans les langues de travail.

*Langues à utiliser pour les résolutions et pour d'autres documents importants***Article 58**

Toutes les résolutions et autres documents importants sont communiqués dans les langues officielles. Sur demande d'un représentant, tout

autre document sera établi dans l'une quelconque des langues officielles ou dans toutes ces langues.

*Publications en langues autres que les langues officielles*

**Article 59**

Les documents de l'Assemblée générale, de ses commissions et de ses sous-commissions seront publiés dans n'importe quelle langue non officielle, si l'Assemblée en décide ainsi.

IX. — COMPTES RENDUS DES SEANCES

*Comptes rendus sténographiques*

**Article 60**

Le Secrétariat établit un compte rendu sténographique de toutes les séances plénières, qui est soumis à l'Assemblée générale après avoir reçu l'approbation du Président. Il est également établi des comptes rendus sténographiques des débats des grandes commissions constituées par l'Assemblée générale. Les autres commissions ou sous-commissions peuvent fixer la forme dans laquelle seront établis leurs comptes rendus.

*Résolutions*

**Article 61**

Les résolutions adoptées par l'Assemblée générale sont communiquées par le Secrétaire général aux Membres de l'Organisation dans les quinze jours qui suivent la clôture de la session.

X. — SEANCES PUBLIQUES ET PRIVEES:  
SEANCES PLENIERES; SEANCES DES COMMISSIONS  
ET SOUS-COMMISSIONS

*Principes généraux*

**Article 62**

Les séances de l'Assemblée générale et de ses grandes commissions sont publiques, à moins que l'organisme intéressé ne décide de se réunir en séance privée en raison de circonstances exceptionnelles. Les séances des autres commissions et sous-commissions sont également publiques, à moins que l'organisme intéressé n'en décide autrement.

*Séances privées*

**Article 63**

L'Assemblée générale fait connaître lors d'une de ses prochaines séances publiques toutes les décisions prises en séance privée. A la fin de chaque séance privée des grandes commissions, des comités et des sous-comités, le Président pourra faire publier un communiqué par l'intermédiaire du Secrétaire général.

## XI. — MINUTE DE SILENCE CONSACREE A LA PRIERE OU A LA MEDITATION

*Invitation à observer une minute de silence pour la prière ou la méditation*

### **Article 64**

Immédiatement après l'ouverture de la première séance plénière et immédiatement avant la clôture de la dernière séance plénière de chaque session de l'Assemblée générale, le Président invitera les représentants à observer une minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.

## XII. — SEANCES PLENIERES

### CONDUITE DES DÉBATS

*Sessions extraordinaires d'urgence*

### **Article 65**

Nonobstant les dispositions de tout autre article du présent règlement, et à moins que l'Assemblée n'en décide autrement, l'Assemblée générale, lors d'une session extraordinaire d'urgence, se réunit en séance plénière seulement et procède immédiatement à l'examen de la question proposée dans la demande de convocation de la session, sans renvoi préalable au Bureau ni à aucune autre commission; les chefs des délégations au sein desquelles avaient été élus le Président et les Vice-Présidents de la session précédente sont respectivement Président et Vice-Présidents de la session extraordinaire d'urgence.

*Rapport du Secrétaire général*

### **Article 66**

L'Assemblée générale se prononce, sans renvoi préalable au Bureau, sur les propositions tendant au renvoi sans discussion à l'une des grandes commissions d'une partie quelconque du rapport du Secrétaire général.

*Renvoi aux commissions*

### **Article 67**

L'Assemblée générale, à moins qu'elle n'en décide autrement, ne prend de décision définitive sur les points de son ordre du jour qu'après avoir reçu à leur sujet le rapport d'une commission.

*Discussion des rapports des commissions*

### **Article 68**

Le rapport d'une grande commission fait l'objet d'une discussion en séance plénière de l'Assemblée générale si le tiers au moins des membres présents et votants en séance plénière estime cette discussion nécessaire. Les propositions à cet effet ne sont pas discutées, mais sont immédiatement mises aux voix.

*Quorum*

### **Article 69 [110]**

Le quorum est constitué par la majorité des membres de l'Assemblée générale.

**Article 70 [111]**

Aucun représentant ne peut prendre la parole à l'Assemblée générale sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation du Président. Le Président donne la parole aux orateurs dans l'ordre où ils l'ont demandée. Le Président peut rappeler à l'ordre un orateur dont les remarques n'ont pas trait au sujet en discussion.

*Tour de priorité*

**Article 71 [112]**

Le Président et le Rapporteur d'une commission peuvent bénéficier d'un tour de priorité pour expliquer les conclusions de leur commission.

*Déclarations du Secrétariat*

**Article 72 [113]**

Le Secrétaire général, ou un membre du Secrétariat désigné par lui comme son représentant, peut, à tout moment, présenter à l'Assemblée générale, oralement ou par écrit, des exposés sur toute question soumise à l'examen de l'Assemblée générale.

*Motions d'ordre*

**Article 73 [114]**

Au cours de la discussion d'une question quelconque, un représentant peut présenter une motion d'ordre et le Président statue immédiatement sur cette motion conformément au règlement. Tout représentant peut en appeler de la décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix et, si elle n'est pas annulée par la majorité des membres présents et votants, la décision du Président est maintenue. Un représentant qui présente une motion d'ordre ne peut, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

*Limitation du temps de parole*

**Article 74 [115]**

L'Assemblée générale peut limiter le temps de parole de chaque orateur et le nombre des interventions de chaque représentant sur une même question. Lorsque les débats sont limités et qu'un représentant dépasse le temps qui lui est alloué, le Président le rappelle immédiatement à l'ordre.

*Clôture de la liste des orateurs*

**Article 75 [116]**

Au cours d'un débat, le Président peut donner lecture de la liste des orateurs et, avec l'assentiment de l'Assemblée générale, déclarer cette liste close. Il peut cependant accorder le droit de réponse à un membre quelconque lorsqu'un discours prononcé après la clôture de la liste des orateurs rend cette décision opportune.

**Article 76 [117]**

Au cours de la discussion d'une question, un représentant peut demander l'ajournement du débat sur la question en discussion. Outre l'auteur de la motion, deux orateurs peuvent prendre la parole en faveur de l'ajournement, et deux contre, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix. Le Président peut limiter la durée des interventions permises aux représentants en vertu de cet article.

*Clôture du débat*

**Article 77 [118]**

A tout moment, un représentant peut demander la clôture du débat sur la question en discussion, même si d'autres représentants ont manifesté le désir de prendre la parole. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la clôture du débat n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix. Si l'Assemblée générale approuve la motion, le Président prononce la clôture de la discussion. Le Président peut limiter la durée des interventions permises aux représentants en vertu de cet article.

*Suspension ou ajournement de la séance*

**Article 78 [119]**

Pendant la discussion d'une question quelconque, un représentant peut demander la suspension ou l'ajournement de la séance. Les motions en ce sens ne sont pas discutées, mais sont immédiatement mises aux voix. Le Président peut limiter la durée de l'intervention du représentant qui propose la suspension ou l'ajournement de la séance.

*Ordre des motions de procédure*

**Article 79 [120]**

Sous réserve des dispositions de l'article 73, les motions suivantes ont priorité, dans l'ordre indiqué ci-après, sur toutes les autres propositions ou motions présentées :

- a) Suspension de la séance ;
- b) Ajournement de la séance ;
- c) Ajournement du débat sur la question en discussion ;
- d) Clôture du débat sur la question en discussion.

*Propositions et amendements*

**Article 80 [121]**

Les propositions et amendements sont normalement remis par écrit au Secrétaire général, qui les communique aux délégations. En règle générale, aucune proposition n'est discutée ni mise aux voix, à une séance quelconque, si le texte n'en a pas été communiqué à toutes les délégations au plus tard la veille de la séance. Le Président peut cependant autoriser la discussion et l'examen d'amendements ou de motions de procédure, même si ces amendements et motions n'ont pas été communiqués ou ne l'ont été que le jour même.

**Article 81 [122]**

Sous réserve des dispositions de l'article 79, toute motion tendant à ce qu'il soit statué sur la compétence de l'Assemblée générale à adopter une proposition qui lui est soumise est mise aux voix avant le vote sur la proposition en cause.

*Retrait des motions*

**Article 82 [123]**

Une motion qui n'a pas encore été mise aux voix et qui n'a pas fait l'objet d'un amendement peut, à tout moment, être retirée par son auteur. Une motion qui est ainsi retirée peut être présentée à nouveau par un membre quelconque.

*Remise en discussion des propositions*

**Article 83 [124]**

Lorsqu'une proposition est adoptée ou rejetée, elle ne peut être examinée à nouveau au cours de la même session, sauf décision contraire de l'Assemblée générale, prise à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. L'autorisation de prendre la parole à l'occasion d'une motion tendant à un nouvel examen n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la motion, après quoi elle est immédiatement mise aux voix.

**VOTE**

*Droit de vote*

**Article 84<sup>9</sup> [125]**

Chaque membre de l'Assemblée générale dispose d'une voix.

*Majorité des deux tiers*

**Article 85<sup>9</sup>**

Les décisions de l'Assemblée générale sur les questions importantes sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Sont considérées comme questions importantes: les recommandations relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'élection des membres non permanents du Conseil de sécurité, l'élection des membres du Conseil économique et social, l'élection des membres du Conseil de tutelle conformément au paragraphe 1, c, de l'Article 86 de la Charte, l'admission de nouveaux Membres dans l'Organisation, la suspension des droits et privilèges de Membres, l'exclusion de Membres, les questions relatives au fonctionnement du régime de tutelle et les questions budgétaires.

**Article 86**

Les décisions de l'Assemblée générale sur les amendements à des propositions relatives à des questions importantes et sur les parties

---

<sup>9</sup> Les articles 84, 85 et 87 reproduisent les trois paragraphes de l'Article 18 de la Charte.

de telles propositions mises aux voix par division sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.

### *Majorité simple*

#### **Article 87° [126]**

Les décisions de l'Assemblée générale sur des questions autres que celles prévues par l'article 85, y compris la détermination de nouvelles catégories de questions à trancher à la majorité des deux tiers, sont prises à la majorité des membres présents et votants.

*Sens de l'expression "membres présents et votants"*

#### **Article 88 [127]**

Aux fins du présent règlement, l'expression "membres présents et votants" s'entend des membres votant pour ou contre. Les membres qui s'abstiennent de voter sont considérés comme non votants.

### *Scrutin*

#### **Article 89 [128]**

L'Assemblée générale vote normalement à main levée, ou par assis et levé, mais tout représentant peut demander le vote par appel nominal. L'appel sera fait dans l'ordre alphabétique anglais des noms des membres en commençant par le membre dont le nom est tiré au sort par le Président. Dans le vote par appel nominal, on appelle chaque membre et un de ses représentants répond "oui", "non" ou "abstention". Les résultats du scrutin sont consignés au compte rendu, suivant l'ordre alphabétique anglais des noms des membres.

*Règles à observer pendant le vote*

#### **Article 90 [129]**

Lorsque le Président a annoncé que le scrutin commence, aucun représentant ne peut interrompre le scrutin, sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre ayant trait à la manière dont s'effectue le scrutin en question. Le Président peut permettre aux membres de donner des explications sur leur vote, soit avant, soit après le scrutin, sauf lorsque le vote a eu lieu au scrutin secret. Le Président peut limiter la durée de ces explications. Le Président ne peut pas autoriser l'auteur d'une proposition ou d'un amendement à expliquer son vote sur sa proposition ou sur son amendement.

*Division des propositions et des amendements*

#### **Article 91 [130]**

Tout représentant peut demander que des parties d'une proposition ou d'un amendement soient mises aux voix séparément. S'il est fait objection à la demande de division, la motion de division est mise aux voix. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la motion de division n'est accordée qu'à deux orateurs pour et deux orateurs contre. Si la motion de division est acceptée, les parties de la proposition ou de l'amendement adoptées sont mises aux voix en bloc. Si toutes les

parties du dispositif d'une proposition ou d'un amendement ont été repoussées, la proposition ou l'amendement est considéré comme repoussé dans son ensemble.

### *Vote sur les amendements*

#### **Article 92 [131]**

Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux ou plusieurs amendements, l'Assemblée générale vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition primitive. Elle vote ensuite sur l'amendement qui, après celui-ci, s'éloigne le plus de ladite proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Toutefois, lorsque l'adoption d'un amendement implique nécessairement le rejet d'un autre amendement, ce dernier n'est pas mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, on vote ensuite sur la proposition modifiée. Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle comporte simplement une addition, une suppression ou une modification intéressant une partie de ladite proposition.

### *Vote sur les propositions*

#### **Article 93 [132]**

Si la même question fait l'objet de deux ou plusieurs propositions, l'Assemblée générale, à moins qu'elle n'en décide autrement, vote sur ces propositions selon l'ordre dans lequel elles ont été présentées. Après chaque vote, l'Assemblée générale peut décider si elle votera sur la proposition suivante.

### *Elections*

#### **Article 94 [105]**

Toutes les élections ont lieu au scrutin secret. Il ne sera pas fait de présentation de candidatures.

#### **Article 95 [133]**

Lorsqu'il s'agit d'élire une seule personne ou un seul Membre, et qu'aucun candidat ne recueille au premier tour la majorité prévue, on procède à un second tour de scrutin, mais le vote ne porte plus que sur les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix. Si les deux candidats recueillent le même nombre de voix à ce second tour, et si la majorité est requise, le Président décide entre les candidats en tirant au sort. Dans le cas où la majorité des deux tiers est requise, le scrutin continue jusqu'à ce qu'un des candidats recueille les deux tiers des suffrages exprimés; toutefois, après le troisième tour de scrutin non décisif, les membres ont le droit de voter pour toute personne ou Membre éligible. Si trois tours de scrutin ont lieu selon cette dernière procédure sans donner de résultat, les trois scrutins suivants ne portent plus que sur les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au troisième des scrutins qui ont eu lieu selon la procédure ci-dessus; aux trois tours de scrutin suivants, les membres ont de nouveau

le droit de voter pour toute personne ou Membre éligible, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'une personne ou un Membre soit élu. Ces dispositions ne portent pas atteinte à l'application des articles 144, 145, 147 et 149.

### Article 96

Quand deux ou plusieurs postes doivent être pourvus par voie d'élection en même temps et dans les mêmes conditions, les candidats qui, au premier tour, obtiennent la majorité requise sont élus. Si le nombre de candidats obtenant cette majorité est inférieur au nombre des personnes ou des Membres à élire, on procède à d'autres tours de scrutin afin de pourvoir les postes encore vacants, le vote ne portant que sur les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages au scrutin précédent et qui ne doivent pas être en nombre supérieur au double de celui des postes restant à pourvoir; toutefois, après le troisième tour de scrutin non décisif, les membres ont le droit de voter pour toute personne ou Membre éligible. Si trois tours de scrutin ont lieu selon cette dernière procédure sans donner de résultat, les trois scrutins suivants ne portent plus que sur les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au troisième des scrutins qui ont eu lieu selon la procédure ci-dessus, ces candidats ne devant pas être en nombre supérieur au double de celui des postes restant à pourvoir; aux trois tours de scrutin suivants, les membres ont de nouveau le droit de voter pour toute personne ou Membre éligible, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les postes aient été pourvus. Ces dispositions ne portent pas atteinte à l'application des articles 144, 145, 147 et 149.

#### *Partage égal des voix*

### Article 97 [134]

En cas de partage égal des voix lors d'un vote ne portant pas sur des élections, on procède à un deuxième vote au cours d'une séance suivante qui se tient quarante-huit heures après le premier vote, et l'ordre du jour mentionne expressément que la question dont il s'agit fera l'objet d'un second vote. S'il y a encore égalité, la proposition est considérée comme repoussée.

## XIII. — COMMISSIONS

### CRÉATION, BUREAUX, ETC.

#### *Création*

### Article 98

L'Assemblée générale peut constituer les commissions qu'elle juge nécessaires pour l'accomplissement de sa tâche.

#### *Catégories de sujets*

### Article 99

Les questions se rapportant à une même catégorie de sujets sont renvoyées à la commission ou aux commissions qui s'occupent de cette catégorie. Les commissions n'abordent pas de nouvelles questions de leur propre initiative.

### **Article 100**

Chacune des grandes commissions, eu égard à la date fixée par l'Assemblée générale, sur recommandation du Bureau, pour la clôture de la session, décide de l'ordre d'urgence des questions qui lui sont transmises et des réunions qu'elle doit tenir pour achever l'examen de ces questions.

#### *Grandes commissions*

### **Article 101**

Les grandes commissions de l'Assemblée générale sont les suivantes :

- a) Commission des questions politiques et de sécurité, y compris la réglementation des armements (Première Commission) ;
- b) Commission politique spéciale ;
- c) Commission économique et financière (Deuxième Commission) ;
- d) Commission des questions sociales, humanitaires et culturelles (Troisième Commission) ;
- e) Commission de tutelle, y compris les territoires non autonomes (Quatrième Commission) ;
- f) Commission des questions administratives et budgétaires (Cinquième Commission) ;
- g) Commission juridique (Sixième Commission).

#### *Représentation des Etats Membres*

### **Article 102**

Chaque Membre peut être représenté par une personne à chacune des grandes commissions, ainsi qu'à toute autre commission qui peut être créée et à laquelle tous les Membres ont le droit d'être représentés. Il peut aussi affecter à ces commissions des conseillers, conseillers techniques, experts ou personnes d'une catégorie analogue.

### **Article 103**

Sur désignation du Président de la délégation intéressée, les conseillers, conseillers techniques, experts et personnes de catégorie analogue peuvent agir en qualité de membres des commissions. Toutefois, les personnes de cette catégorie ne peuvent être nommées Présidents, Vice-Présidents ou Rapporteurs de commission ni siéger à l'Assemblée générale, à moins qu'elles n'aient été désignées comme représentants suppléants.

#### *Sous-commissions*

### **Article 104**

Chaque commission peut nommer des sous-commissions, qui élisent elles-mêmes leur bureau.

#### *Membres du bureau*

### **Article 105 [94]**

Chaque commission élit son Président, son Vice-Président et son Rapporteur. Ce bureau est élu en tenant compte d'une répartition

géographique équitable, de l'expérience et de la compétence personnelle des candidats. Ces élections auront lieu au scrutin secret.

*Les Présidents des grandes commissions ne prennent pas part aux scrutins*

#### **Article 106 [37]**

Le Président d'une grande commission ne vote pas, mais un autre membre de sa délégation peut voter à sa place.

*Absence de membres du bureau*

#### **Article 107 [32-34]**

Si le Président est obligé de s'absenter pendant une séance ou une partie de séance, le Vice-Président le remplace. Un Vice-Président agissant en qualité de Président a les mêmes pouvoirs et les mêmes devoirs que le Président. Si un membre du bureau d'une commission se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter de ses fonctions, on élit un nouveau membre pour le reste de la durée du mandat.

*Fonctions du Président*

#### **Article 108 [35]**

Le Président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance de la commission, dirige les discussions, assure l'application du règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Il statue sur les motions d'ordre et, sous réserve des dispositions du présent règlement, règle entièrement les débats à chaque séance et y assure le maintien de l'ordre. Le Président peut proposer à la commission, au cours de la discussion d'une question, la limitation du temps de parole, la limitation du nombre d'interventions de chaque représentant, la clôture de la liste des orateurs ou la clôture des débats. Il peut également proposer la suspension ou l'ajournement de la séance ou l'ajournement du débat sur la question en discussion.

#### **Article 109 [36]**

Le Président, dans l'exercice de ses fonctions, demeure sous l'autorité de la commission.

### **CONDUITE DES DÉBATS**

*Quorum*

#### **Article 110 [69]**

Le quorum est constitué par un tiers des membres de la commission. La présence de la majorité des membres de la commission est toutefois requise pour la mise aux voix d'une question.

*Discours*

#### **Article 111 [70]**

Aucun représentant ne peut prendre la parole en commission sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation du Président. Le Président donne la parole aux orateurs dans l'ordre où ils l'ont demandée. Le

Président peut rappeler à l'ordre un orateur dont les remarques n'ont pas trait au sujet en discussion.

### *Tour de priorité*

#### **Article 112 [71]**

Le Président et le Rapporteur d'une commission ou d'une sous-commission peuvent bénéficier d'un tour de priorité pour expliquer les conclusions de leur commission ou sous-commission.

### *Déclarations du Secrétariat*

#### **Article 113 [72]**

Le Secrétaire général, ou un membre du Secrétariat désigné par lui comme son représentant, peut, à tout moment, présenter à toute commission ou sous-commission, oralement ou par écrit, des exposés sur toute question soumise à l'examen de cette commission ou sous-commission.

### *Motions d'ordre*

#### **Article 114 [73]**

Au cours de la discussion d'une question quelconque, un représentant peut présenter une motion d'ordre et le Président statue immédiatement sur cette motion conformément au règlement. Tout représentant peut en appeler de la décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix et, si elle n'est pas annulée par la majorité des membres présents et votants, la décision du Président est maintenue. Un représentant qui présente une motion d'ordre ne peut, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

### *Limitation du temps de parole*

#### **Article 115 [74]**

La commission peut limiter le temps de parole de chaque orateur et le nombre des interventions de chaque représentant sur une même question. Lorsque les débats sont limités et qu'un représentant dépasse le temps qui lui est alloué, le Président le rappelle immédiatement à l'ordre.

### *Clôture de la liste des orateurs*

#### **Article 116 [75]**

Au cours d'un débat, le Président peut donner lecture de la liste des orateurs et, avec l'assentiment de la commission, déclarer cette liste close. Il peut cependant accorder le droit de réponse à un membre quelconque lorsqu'un discours prononcé après la clôture de la liste des orateurs le rend opportun.

### *Ajournement du débat*

#### **Article 117 [76]**

Au cours de la discussion d'une question, un représentant peut demander l'ajournement du débat sur la question en discussion. Outre l'auteur de la motion, deux orateurs peuvent prendre la parole en faveur

de l'ajournement, et deux contre, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix. Le Président peut limiter la durée des interventions permises aux représentants en vertu de cet article.

#### *Clôture du débat*

### **Article 118 [77]**

A tout moment, un représentant peut demander la clôture du débat sur la question en discussion, même si d'autres représentants ont manifesté le désir de prendre la parole. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la clôture du débat n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix. Si la commission approuve la motion, le Président prononce la clôture de la discussion. Le Président peut limiter la durée des interventions permises aux représentants en vertu de cet article.

#### *Suspension ou ajournement de la séance*

### **Article 119 [78]**

Pendant la discussion d'une question quelconque, un représentant peut demander la suspension ou l'ajournement de la séance. Les motions en ce sens ne sont pas discutées, mais sont immédiatement mises aux voix. Le Président peut limiter la durée de l'intervention du représentant qui propose la suspension ou l'ajournement de la séance.

#### *Ordre des motions de procédure*

### **Article 120 [79]**

Sous réserve des dispositions de l'article 114, les motions suivantes ont priorité, dans l'ordre indiqué ci-après, sur toutes les autres propositions ou motions présentées :

- a) Suspension de la séance ;
- b) Ajournement de la séance ;
- c) Ajournement du débat sur la question en discussion ;
- d) Clôture du débat sur la question en discussion.

#### *Propositions et amendements*

### **Article 121 [80]**

Les propositions et amendements sont normalement remis par écrit au Secrétaire général, qui les communique aux délégations. En règle générale, aucune proposition n'est discutée ni mise aux voix, à une séance quelconque, si le texte n'en a pas été communiqué à toutes les délégations au plus tard la veille de la séance. Le Président peut cependant autoriser la discussion et l'examen d'amendements ou de motions de procédure, même si ces amendements et motions n'ont pas été communiqués ou ne l'ont été que le jour même.

#### *Décisions sur la compétence*

### **Article 122 [81]**

Sous réserve des dispositions de l'article 120, toute motion tendant à ce qu'il soit statué sur la compétence de l'Assemblée générale ou de

la commission à adopter une proposition qui lui est soumise est mise aux voix avant le vote sur la proposition en cause.

### *Retrait des motions*

#### **Article 123 [82]**

Une motion qui n'a pas encore été mise aux voix et qui n'a pas fait l'objet d'un amendement peut, à tout moment, être retirée par son auteur. Une motion qui est ainsi retirée peut être présentée à nouveau par un membre quelconque.

### *Remise en discussion des propositions*

#### **Article 124 [83]**

Lorsqu'une proposition est adoptée ou rejetée, elle ne peut être examinée à nouveau au cours de la même session, sauf décision contraire de la commission, prise à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. L'autorisation de prendre la parole à l'occasion d'une motion tendant à un nouvel examen n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la motion, après quoi elle est immédiatement mise aux voix.

### **VOTE**

#### *Droit de vote*

#### **Article 125 [84]**

Chaque membre d'une commission dispose d'une voix.

#### *Majorité requise*

#### **Article 126 [87]**

Les décisions des commissions de l'Assemblée générale sont prises à la majorité des membres présents et votants.

#### *Sens de l'expression "membres présents et votants"*

#### **Article 127 [88]**

Aux fins du présent règlement, l'expression "membres présents et votants" s'entend des membres votant pour ou contre. Les membres qui s'abstiennent de voter sont considérés comme non votants.

#### *Scrutin*

#### **Article 128 [89]**

La commission vote normalement à main levée, ou par assis et levé, mais tout représentant peut demander le vote par appel nominal. L'appel sera fait dans l'ordre alphabétique anglais des noms des membres, en commençant par le membre dont le nom est tiré au sort par le Président. Dans le vote par appel nominal, on appelle chaque membre et il répond "oui" ou "non" ou "abstention". Les résultats du scrutin sont consignés au compte rendu, suivant l'ordre alphabétique anglais des noms des membres.

**Article 129 [90]**

Lorsque le Président a annoncé que le scrutin commence, aucun représentant ne peut interrompre le scrutin, sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre ayant trait à la manière dont s'effectue le scrutin en question. Le Président peut permettre aux membres de donner des explications sur leur vote, soit avant, soit après le scrutin, sauf lorsque le vote a eu lieu au scrutin secret. Le Président peut limiter la durée de ces explications. Le Président ne peut pas autoriser l'auteur d'une proposition ou d'un amendement à expliquer son vote sur sa proposition ou sur son amendement.

*Division des propositions et des amendements*

**Article 130 [91]**

Tout représentant peut demander que des parties d'une proposition ou d'un amendement soient mises aux voix séparément. S'il est fait objection à la demande de division, la motion de division est mise aux voix. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la motion de division n'est accordée qu'à deux orateurs pour et deux orateurs contre. Si la motion de division est acceptée, les parties de la proposition ou de l'amendement adoptées sont mises aux voix en bloc. Si toutes les parties du dispositif d'une proposition ou d'un amendement ont été repoussées, la proposition ou l'amendement est considéré comme repoussé dans son ensemble.

*Vote sur les amendements*

**Article 131 [92]**

Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux ou plusieurs amendements, la commission vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition primitive. Elle vote ensuite sur l'amendement qui, après celui-ci, s'éloigne le plus de ladite proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Toutefois, lorsque l'adoption d'un amendement implique nécessairement le rejet d'un autre amendement, ce dernier n'est pas mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, on vote ensuite sur la proposition modifiée. Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle comporte simplement une addition, une suppression ou une modification intéressant une partie de ladite proposition.

*Vote sur les propositions*

**Article 132 [93]**

Si la même question fait l'objet de deux ou plusieurs propositions, la commission, à moins qu'elle n'en décide autrement, vote sur ces propositions selon l'ordre dans lequel elles ont été présentées. Après chaque vote, la commission peut décider si elle votera ou non sur la proposition suivante.

**Article 133 [95]**

Lorsqu'il s'agit d'élire une seule personne ou un seul Membre, et qu'aucun candidat ne recueille au premier tour la majorité prévue, on procède à un second tour de scrutin, mais le vote ne porte plus que sur les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix. Si les deux candidats recueillent le même nombre de voix à ce second tour, et si la majorité est requise, le Président décide entre les candidats en tirant au sort.

*Partage égal des voix*

**Article 134 [97]**

En cas de partage égal des voix lors d'un vote ne portant pas sur des élections, la proposition est considérée comme repoussée.

**XIV. — ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES  
A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES**

*Demandes d'admission*

**Article 135**

Tout Etat qui désire devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies adresse une demande au Secrétaire général. Cette demande doit contenir une déclaration, faite dans un instrument formel, par laquelle cet Etat accepte les obligations de la Charte.

*Notification des demandes d'admission*

**Article 136**

Le Secrétaire général adresse, à titre d'information, une copie de la demande à l'Assemblée générale ou, si celle-ci n'est pas en session, aux Membres de l'Organisation des Nations Unies.

*Examen et décision de l'Assemblée générale*

**Article 137**

Si le Conseil de sécurité recommande l'admission de l'Etat qui fait la demande, l'Assemblée générale examine si le candidat est un Etat pacifique et s'il est capable de remplir les obligations de la Charte et disposé à le faire. Elle décide, à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, de la suite à donner à la demande.

**Article 138**

Si le Conseil de sécurité ne recommande pas l'admission de l'Etat qui fait la demande, ou remet à plus tard l'examen de la demande, l'Assemblée générale peut, après examen approfondi du rapport spécial du Conseil de sécurité, renvoyer la demande au Conseil de sécurité, accompagnée du compte rendu complet des débats de l'Assemblée générale, afin que le Conseil procède à un nouvel examen et formule une recommandation ou établisse un rapport.

**Article 139**

Le Secrétaire général communique la décision de l'Assemblée générale à l'Etat intéressé. S'il est fait droit à la demande, l'Etat intéressé est considéré comme Membre de l'Organisation à la date à laquelle l'Assemblée générale prend sa décision sur la demande d'admission.

**XV. — ELECTION AUX ORGANES PRINCIPAUX**

**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

*Mandats*

**Article 140**

Sauf exception prévue à l'article 148, le mandat des membres des conseils entre en vigueur le 1er janvier qui suit leur élection par l'Assemblée générale et prend fin le 31 décembre qui suit l'élection de leurs successeurs.

*Elections partielles*

**Article 141**

Si un membre cesse d'appartenir à un conseil avant l'expiration de son mandat, il est pourvu à son remplacement pour la durée restant à courir de son mandat au moyen d'une élection partielle qui a lieu séparément, à la session suivante de l'Assemblée générale.

**NOMINATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

*Nomination du Secrétaire général*

**Article 142**

Lorsque le Conseil de sécurité a transmis sa recommandation sur la nomination du Secrétaire général, l'Assemblée générale examine cette recommandation et se prononce à son sujet au scrutin secret, en séance privée.

**CONSEIL DE SÉCURITÉ**

*Elections annuelles*

**Article 143<sup>10</sup>**

Chaque année, au cours de sa session ordinaire, l'Assemblée générale élit trois membres non permanents du Conseil de sécurité pour une période de deux ans.

*Conditions requises*

**Article 144<sup>11</sup>**

En élisant les membres non permanents du Conseil de sécurité en conformité du paragraphe 1 de l'Article 23 de la Charte, les membres

---

<sup>10</sup> Article reposant directement sur une disposition de la Charte (Art. 23, par. 2).

<sup>11</sup> Article reposant directement sur une disposition de la Charte (Art. 23, par. 1).

de l'Assemblée générale tiennent spécialement compte, en premier lieu, de la contribution des Membres de l'Organisation des Nations Unies au maintien de la paix et de la sécurité internationales et aux autres fins de l'Organisation, et aussi d'une répartition géographique équitable.

### *Rééligibilité*

#### **Article 145<sup>12</sup>**

**Les membres sortants du Conseil de sécurité ne sont pas immédiatement rééligibles.**

#### CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

### *Elections annuelles*

#### **Article 146<sup>13</sup>**

Chaque année, au cours de sa session ordinaire, l'Assemblée générale élit six membres du Conseil économique et social pour une période de trois ans.

### *Rééligibilité*

#### **Article 147<sup>14</sup>**

**Les membres sortants du Conseil économique et social sont immédiatement rééligibles.**

#### CONSEIL DE TUTELLE

### *Circonstances entraînant des élections*

#### **Article 148**

Quand, par suite de l'approbation d'un accord de tutelle, un Membre de l'Organisation devient l'Autorité chargée de l'administration d'un territoire sous tutelle, aux termes des Articles 83 ou 85 de la Charte, l'Assemblée générale procède à l'élection ou aux élections qui peuvent être nécessaires au Conseil de tutelle, conformément à l'Article 86 de la Charte. Le mandat du ou des Membres ainsi élus au cours d'une session ordinaire entre en vigueur dès leur élection et prend fin conformément aux dispositions de l'article 140 du règlement intérieur comme s'il était entré en vigueur le 1er janvier suivant l'élection du ou des Membres.

### *Mandat et rééligibilité*

#### **Article 149<sup>15</sup>**

**Les membres du Conseil de tutelle qui n'administrent pas de territoire sous tutelle sont élus pour une période de trois ans. Ils sont immédiatement rééligibles.**

---

<sup>12</sup> Cet article reproduit textuellement une disposition de la Charte (Art. 23, par. 2, *in fine*).

<sup>13</sup> Article reposant directement sur une disposition de la Charte (Art. 61, par. 2).

<sup>14</sup> Cet article reproduit textuellement une disposition de la Charte (Art. 61, par. 2, *in fine*).

<sup>15</sup> Article reposant directement sur une disposition de la Charte (Art. 86, par. 1, *c*).

**Article 150**

A chaque session, l'Assemblée générale, conformément à l'Article 86 de la Charte, élit des membres pour pourvoir les sièges qui pourraient être vacants.

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

*Mode d'élection*

**Article 151**

L'élection des membres de la Cour internationale de Justice a lieu conformément au Statut de la Cour.

**Article 152**

Toute séance de l'Assemblée générale, tenue conformément au Statut de la Cour internationale de Justice pour procéder à l'élection de membres de la Cour, se poursuivra jusqu'à ce que la majorité absolue des voix soit allée, en un ou plusieurs tours de scrutin, à autant de candidats qu'il sera nécessaire pour que tous les sièges vacants soient pourvus.

XVI.—QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES

*Règlement relatif à la gestion financière*

**Article 153**

L'Assemblée générale arrête le règlement relatif à la gestion financière de l'Organisation.

*Prévisions de dépenses*

**Article 154**

Aucune commission ne recommandera de résolution comportant engagement de dépenses à l'approbation de l'Assemblée générale, sans que cette résolution soit accompagnée d'une prévision des dépenses préparée par le Secrétaire général. L'Assemblée générale ne tiendra compte d'aucune résolution susceptible, selon le Secrétaire général, d'entraîner des dépenses, tant que la Commission des questions administratives et budgétaires n'aura pas eu l'occasion de déterminer les incidences de cette proposition sur les prévisions budgétaires de l'Organisation des Nations Unies.

*Information sur les frais entraînés par les résolutions*

**Article 155**

Le Secrétaire général tiendra toutes les commissions au courant des prévisions détaillées des frais entraînés par les résolutions dont les commissions recommandent l'approbation par l'Assemblée générale.

*Nomination*

**Article 156**

L'Assemblée générale nomme un Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (désigné ci-après par l'expression "Comité consultatif") comprenant douze membres dont trois au moins sont des experts financiers réputés.

*Composition*

**Article 157**

Les membres du Comité consultatif, tous de nationalité différente, sont choisis de façon à assurer une large répartition géographique des sièges et en tenant compte de leurs titres et de leur expérience personnels. La durée de leur mandat est de trois années, correspondant à trois exercices financiers tels que les définit le règlement relatif à la gestion financière de l'Organisation. Les membres se retirent par roulement et peuvent être nommés à nouveau. Les trois experts financiers ne doivent pas se retirer en même temps. L'Assemblée générale nomme les membres du Comité consultatif au cours de la session ordinaire précédant immédiatement l'expiration du mandat des membres ou, si une vacance se produit, au cours de la session suivante.

*Fonctions*

**Article 158**

Le Comité consultatif est chargé de soumettre le budget de l'Organisation à un examen technique et d'assister la Commission des questions administratives et budgétaires de l'Assemblée générale. Au début de chaque session ordinaire, il soumet à l'Assemblée générale un rapport détaillé sur le budget de l'exercice financier suivant et sur les comptes de l'exercice financier précédent. Il examine également, au nom de l'Assemblée générale, les budgets administratifs des institutions spécialisées et les propositions relatives aux arrangements financiers et budgétaires à conclure avec ces institutions. Il remplit toutes autres fonctions qui peuvent lui être assignées aux termes du règlement relatif à la gestion financière de l'Organisation.

COMITÉ DES CONTRIBUTIONS

*Nomination*

**Article 159**

L'Assemblée générale nomme un Comité des contributions, qui est un comité technique et compte dix membres.

*Composition*

**Article 160**

Les membres du Comité des contributions, tous de nationalité différente, sont choisis de façon à assurer une large répartition géographique des sièges et en tenant compte de leurs titres et de leur expérience personnels. La durée de leur mandat est de trois années, correspondant à

trois exercices financiers tels que les définit le règlement relatif à la gestion financière de l'Organisation. Les membres se retirent par roulement et peuvent être nommés à nouveau. L'Assemblée générale nomme les membres du Comité des contributions au cours de la session ordinaire précédant immédiatement l'expiration du mandat des membres ou, si une vacance se produit, au cours de la session suivante.

### *Fonctions*

#### **Article 161**

Le Comité des contributions conseille l'Assemblée générale au sujet de la répartition des dépenses, visée au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte, entre les Membres de l'Organisation, approximativement d'après leur capacité de paiement. Le barème de répartition, une fois fixé par l'Assemblée générale, ne fera pas l'objet d'une révision générale pendant au moins trois ans, à moins qu'il ne devienne évident que des changements considérables sont intervenus dans la capacité de paiement relative des Etats. Le Comité conseille également l'Assemblée générale au sujet de la quote-part des dépenses que doivent assumer les nouveaux Membres, sur les demandes de modification des quotes-parts formulées par les Membres, ainsi que sur les mesures à prendre en exécution de l'Article 19 de la Charte.

## **XVII. — ORGANES SUBSIDIAIRES DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

### *Création et règlement intérieur*

#### **Article 162**

L'Assemblée générale peut créer les organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires à l'exercice de ses fonctions<sup>16</sup>. Les articles relatifs à la procédure des commissions de l'Assemblée générale, ainsi que les articles 45 et 62, sont applicables à la procédure de tout organe subsidiaire, à moins que l'Assemblée générale ou l'organe subsidiaire n'en décide autrement.

## **XVIII. — INTERPRETATION ET AMENDEMENTS**

### *Annotations en italique*

#### **Article 163**

Il ne sera pas tenu compte, dans l'interprétation des articles, des appellations données aux articles dans la table des matières ni des annotations en italique jointes aux présents articles.

### *Modalités d'amendement*

#### **Article 164**

Le présent règlement peut être amendé par décision de l'Assemblée générale, prise à la majorité des membres présents et votants, après rapport d'une commission sur l'amendement proposé.

<sup>16</sup> Cette phrase reproduit textuellement une disposition de la Charte (Art. 22).

## ANNEXE I<sup>a</sup>

### Recommandations et suggestions formulées par la Commission spéciale des méthodes et des procédures de l'Assemblée générale et approuvées par l'Assemblée générale<sup>b</sup>

#### EXAMEN PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE CONVENTIONS INTERNATIONALES NÉGOCIÉES AU COURS DE CONFÉRENCES OÙ SONT REPRÉSENTÉS LES GOUVERNEMENTS DE TOUS LES ETATS MEMBRES

13. La Commission spéciale a constaté que dans le passé certaines des grandes commissions de l'Assemblée générale ont consacré un nombre particulièrement élevé de séances à un examen détaillé, article par article, de textes de conventions internationales. Il en a même été ainsi lorsque le texte d'une convention avait été préparé par une conférence internationale où étaient représentés tous les Etats Membres. Il a été indiqué à cet égard que l'expérience acquise montrait qu'une grande commission n'était pas particulièrement qualifiée, en raison même du nombre de ses membres, pour rédiger des conventions et que, étant chargée de l'étude détaillée de conventions, elle n'avait souvent pas le temps de traiter d'une manière satisfaisante d'autres questions dont l'examen lui incombait.

La Commission spéciale reconnaît la valeur du parrainage des conventions par l'Assemblée générale. Elle croit que l'autorité de l'Assemblée générale et le retentissement que ses débats provoquent dans l'opinion publique doivent être dans bien des cas utilisés pour le plus grand bien de la collaboration internationale. C'est pourquoi elle désire que l'Assemblée générale garde toute la liberté d'action nécessaire.

Elle se contente donc de recommander que, lorsque des conventions ont été négociées au cours de conférences internationales auxquelles tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies ont été invités à participer et auxquelles ceux-ci ont été représentés, non pas seulement par des experts agissant à titre personnel, mais par des représentants gouvernementaux, et sont par la suite présentées à l'examen de l'Assemblée générale, celle-ci n'entreprene pas un nouvel examen détaillé, mais se contente d'en délibérer d'une manière générale et d'exprimer son opinion d'ensemble sur les instruments qui lui sont soumis. L'Assemblée générale, à la suite

---

\* Par la résolution 362 (IV) du 22 octobre 1949, l'Assemblée générale a approuvé diverses recommandations et suggestions formulées par la Commission spéciale des méthodes et des procédures qu'elle avait constituée par la résolution 271 (III) du 29 avril 1949. L'Assemblée a estimé que ces recommandations et suggestions méritaient "d'être prises en considération par l'Assemblée générale et ses commissions" et a prié le Secrétaire général "de préparer un document où lesdites recommandations et suggestions soient présentées sous une forme qui soit d'un usage commode pour le Bureau et les délégations des Etats Membres à l'Assemblée générale". Conformément à cette demande, les recommandations et suggestions de la Commission spéciale, telles qu'elles figurent dans l'annexe II de la résolution 362 (IV), sont reproduites dans la présente annexe.

<sup>b</sup> Les numéros de paragraphes désignent les paragraphes du rapport de la Commission spéciale. On trouvera le texte complet dudit rapport dans le document A/937 (*Documents officiels de l'Assemblée générale, quatrième session, Supplément No 12*). Les sous-titres, membres de phrase entre crochets et notes de bas de page insérés par le Secrétariat sont destinés à faciliter la consultation des documents de référence.

d'un débat de cette nature, peut éventuellement faire siennes les conclusions auxquelles les conférences ont abouti et recommander aux Membres d'accepter ou de ratifier les conventions qui ont résulté de leurs travaux.

Il pourrait notamment en être ainsi des conventions qui seraient soumises à l'Assemblée générale à la suite de conférences de tous les Etats Membres convoquées par le Conseil économique et social, en vertu du paragraphe 4 de l'Article 62 de la Charte.

#### EXAMEN PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE CONVENTIONS INTERNATIONALES MISES AU POINT PAR DES EXPERTS OU AU COURS DE CONFÉRENCES AUXQUELLES LES ETATS MEMBRES NE PARTICIPENT PAS TOUS — RÉDACTION DE TEXTES DE NATURE JURIDIQUE

14. D'autre part, lorsqu'il est proposé à l'Assemblée générale d'examiner des conventions dont le travail préparatoire a été confié à des groupes d'experts n'agissant pas comme représentants gouvernementaux ou à des conférences auxquelles les Membres de l'Organisation des Nations Unies n'auraient pas tous été invités à participer, il y aurait lieu pour le Bureau et l'Assemblée générale d'examiner si une de ses grandes commissions, notamment la Commission juridique, dispose du temps nécessaire pendant la session pour un examen approfondi de ces conventions ou s'il est possible de créer une commission spéciale chargée de cet examen au cours de la session.

Dans la négative, la Commission spéciale recommande que l'Assemblée générale décide, après ou sans débat général sur les principes fondamentaux de la convention à élaborer, qu'un comité spécial chargé de se réunir entre les sessions soit créé. L'Assemblée générale pourrait encore décider de convoquer entre deux de ses sessions une conférence de plénipotentiaires aux fins d'étude, de négociation, de rédaction et, éventuellement, de signature de la convention. La conférence de plénipotentiaires pourrait recevoir mandat de l'Assemblée générale de transmettre directement les instruments aux gouvernements pour acceptation ou ratification. Dans ce cas encore, l'Assemblée générale pourrait, au cours d'une session ultérieure, exprimer son opinion sous une forme générale sur la convention résultant de la conférence et recommander aux Membres de l'accepter ou de la ratifier.

En ce qui concerne la rédaction de textes de nature juridique, la Commission spéciale recommande tout particulièrement que l'on recoure autant que possible à des comités de rédaction de composition réduite.

#### RÉUNION DU BUREAU ET DES GRANDES COMMISSIONS

20. La Commission spéciale tient à mentionner qu'afin que des réunions plus fréquentes du Bureau ne retardent pas les travaux de l'Assemblée plénière ou des commissions il est souhaitable que le Bureau puisse se réunir, s'il est nécessaire, en même temps que l'Assemblée plénière ou les grandes commissions. (Dans ce cas, un des Vice-Présidents pourrait remplacer le Président en réunion plénière et les Vice-Présidents des grandes commissions pourraient remplacer les Présidents aux réunions de celles-ci.)

La Commission spéciale estime également qu'afin de gagner du temps au début de la session certaines des grandes commissions ne devraient pas attendre la fin du débat général pour entamer leurs travaux.

#### RÉPARTITION DES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR ENTRE LES GRANDES COMMISSIONS

22. Dans le passé, certaines des grandes commissions ont été chargées plus que d'autres des questions qui exigeaient un examen prolongé. Il en a été notamment ainsi de la Première Commission. La Commission spéciale a noté pourtant

que le principe de l'article 89<sup>c</sup> du règlement intérieur, suivant lequel "les questions se rapportant à une même catégorie de sujets sont renvoyées à la commission ou aux commissions qui s'occupent de cette catégorie", a subi des exceptions au cours de la troisième session de l'Assemblée générale.

La Commission spéciale estime qu'un caractère moins rigide pourrait être donné à la répartition de questions entre les commissions et que les questions qui peuvent être considérées comme relevant de la compétence de deux ou de plus de deux commissions devraient être de préférence renvoyées à la commission dont l'ordre du jour est le moins chargé.

#### EXAMEN EN SÉANCE PLÉNIÈRE, SANS RENVOI PRÉALABLE À UNE GRANDE COMMISSION, DE QUESTIONS INSCRITES À L'ORDRE DU JOUR

23. Un autre moyen d'alléger la tâche d'une grande commission quelconque serait de procéder directement en séance plénière, sans renvoi préalable à une commission, à l'examen de certaines questions qui relèvent du mandat de la grande commission intéressée. Cette méthode aurait, en outre, le grand avantage de réduire dans une mesure sensible la répétition des débats.

L'économie de temps qui pourrait en résulter apparaît assez considérable, particulièrement si la grande commission intéressée pouvait se réunir en même temps que l'Assemblée plénière.

Si la grande commission ne pouvait pas se réunir en même temps que l'Assemblée plénière, toute suppression d'une de ses séances permettrait à une autre des grandes commissions de se réunir à sa place.

L'examen des questions en séance plénière bénéficierait de la participation des chefs des délégations et d'une grande solennité et publicité. Le coût légèrement supérieur pour les Nations Unies, des séances plénières, dû notamment à la distribution des comptes rendus *in extenso* de séances, serait sans aucun doute compensé par le raccourcissement même de la session.

Il appartient au Bureau de proposer à l'Assemblée générale celles des questions de l'ordre du jour qui pourraient être ainsi traitées. La Commission spéciale recommande que l'expérience soit faite de cette méthode au cours des prochaines séances de l'Assemblée générale.

De l'avis de la Commission spéciale, cette procédure serait particulièrement appropriée pour certaines questions dont les Membres connaissent bien les aspects fondamentaux, telles, par exemple, celles qui ont été examinées par l'Assemblée générale au cours de sessions antérieures et ne nécessitent pas la présence de représentants d'États non membres, ni l'audition de témoins.

#### RÔLE DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, DES PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS ET DU SECRÉTARIAT

39. A ce point du rapport, il ne reste plus à la Commission spéciale qu'à insister une fois de plus sur l'importance du rôle du Président de l'Assemblée générale et des Présidents des commissions. C'est de leur compétence, de leur autorité, de leur tact, de leur impartialité, de leur respect des droits des minorités comme de ceux des majorités et de leur connaissance du règlement intérieur que dépend essentiellement la bonne marche des travaux. Ce sont l'Assemblée générale et chacune de ses commissions qui sont maîtresses de la conduite de leurs travaux. Mais c'est la tâche particulière des Présidents de guider ces travaux pour le plus grand bien de tous les Membres.

<sup>c</sup> Cet article porte le numéro 99 dans le présent règlement intérieur.

La Commission spéciale considère que tout doit être fait pour aider les Présidents à remplir leurs importantes fonctions. Le Président de l'Assemblée générale et le Bureau doivent assister les Présidents des commissions de leurs conseils. Le Secrétaire général doit mettre à leur disposition son expérience et toute son autorité.

La Commission spéciale se félicite de l'utile pratique, établie dans le Secrétariat, de réunions journalières entre les secrétaires des commissions sous la présidence du Directeur du Cabinet du Secrétaire général où sont examinées de façon approfondie les questions de procédure qui se posent au jour le jour à l'Assemblée générale et dans les commissions. Elle signale par ailleurs l'importance qu'il y a à ce que, comme par le passé, un conseiller juridique du Secrétariat soit présent aux séances et puisse donner au Président ou à la commission les avis dont ceux-ci pourraient avoir besoin pour la conduite de leurs travaux et l'interprétation du règlement.

## ANNEXE II<sup>a</sup>

### Méthodes et procédures employées par l'Assemblée générale pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction<sup>b</sup>

#### Première partie

#### RECOMMANDATIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

##### L'Assemblée générale,

...

##### 1. Recommande:

a) Que, chaque fois qu'une commission envisage de recommander à l'Assemblée générale d'adresser à la Cour internationale de Justice une demande d'avis consultatif, ladite commission, au moment où elle le juge opportun au cours de son examen, puisse renvoyer la question à la Sixième Commission pour prendre conseil sur les aspects juridiques de la demande d'avis consultatif et sur la rédaction de celle-ci ou proposer que la question soit examinée par une commission mixte de la Sixième Commission et de la commission intéressée;

b) Que, chaque fois qu'une commission envisage de recommander à l'Assemblée générale de renvoyer une question à la Commission du droit international, ladite commission, au moment où elle le juge opportun au cours de son examen, puisse consulter la Sixième Commission sur l'opportunité de ce renvoi et sur la rédaction de la résolution pertinente;

c) Que, chaque fois qu'une commission envisage de recommander à l'Assemblée générale d'adopter un amendement au règlement intérieur de l'Assemblée générale, ladite commission, au moment où elle le juge opportun au cours de son examen, renvoie la question à la Sixième Commission pour avis sur la rédaction de cet amendement, et, le cas échéant, des autres amendements qui en découleraient;

d) Que, chaque fois qu'une commission estime que les aspects juridiques d'une question présentent de l'importance, elle renvoie la question pour avis juridique

---

<sup>a</sup> Dans sa résolution 684 (VII) en date du 6 novembre 1952, l'Assemblée générale, ayant examiné un rapport du Comité spécial créé par la résolution 597 (VI) du 20 décembre 1951 et chargé d'étudier les méthodes et procédures employées par l'Assemblée générale pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction, a adopté certaines recommandations à ce sujet et stipulé que les termes de ces recommandations seraient "incorporés, sous forme d'annexe, au règlement intérieur de l'Assemblée générale". La résolution prévoit, d'autre part, que "les paragraphes 19, 20, 29, 30, 35, 36, 37, 38 et 39 du rapport du Comité spécial seront reproduits *in extenso* dans ladite annexe" (*Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Annexes*, point 53 de l'ordre du jour, document A/2174). En conséquence, le texte des recommandations de l'Assemblée générale mentionnées ci-dessus et celui des paragraphes en question du rapport du Comité spécial sont respectivement reproduits dans la première et la deuxième partie de la présente annexe.

<sup>b</sup> Les numéros de paragraphes désignent les paragraphes du rapport du Comité spécial. Les sous-titres, membres de phrase entre crochets et notes de bas de page insérés par le Secrétariat sont destinés à faciliter la consultation des documents de référence.

à la Sixième Commission ou propose qu'elle soit examinée par une commission mixte de la Sixième Commission et de la commission intéressée.

## *Deuxième partie*

### **EXTRAITS DU RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL POUR L'ÉTUDE DES MÉTHODES ET PROCÉDURES EMPLOYÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE POUR TRAITER DES QUESTIONS JURIDIQUES ET DES QUESTIONS DE RÉDACTION**

#### *Répartition des points de l'ordre du jour entre les grandes commissions*

19. Au sujet du premier de ces problèmes [à savoir la répartition des points de l'ordre du jour entre les grandes commissions par l'Assemblée au début de chaque session], le Comité spécial a rappelé que l'article 97<sup>e</sup> du règlement intérieur de l'Assemblée générale dispose que "les questions se rapportant à une même catégorie de sujets sont renvoyées à la commission ou aux commissions qui s'occupent de cette catégorie...". Il a également noté qu'aux termes d'une recommandation de la Commission spéciale des méthodes et des procédures, approuvée le 22 octobre 1949 par l'Assemblée générale dans sa résolution 362 (IV) et annexée au règlement intérieur, "...les questions qui peuvent être considérées comme relevant de la compétence de deux ou de plus de deux commissions devraient être de préférence renvoyées à la commission dont l'ordre du jour est le moins chargé".

20. Etant donné ces dispositions, le Comité spécial n'a pas jugé nécessaire de faire des recommandations formelles en ce qui concerne la répartition des points de l'ordre du jour lors de l'ouverture de chaque session. Il est persuadé qu'en faisant des recommandations à l'Assemblée générale au sujet de la répartition des points de l'ordre du jour, le Bureau continuera à ne pas perdre de vue le fait que la Sixième Commission, aux termes de l'article 99<sup>a</sup> du règlement intérieur, est la Commission juridique de l'Assemblée générale.

#### *Rédaction d'instruments juridiques complexes*

29. Au cours de la discussion [sur le problème de la rédaction des instruments juridiques complexes, notamment des accords internationaux, statuts de tribunaux, etc.], on a fait remarquer qu'aux paragraphes 13 et 14 de son rapport, approuvé le 22 octobre 1949 par l'Assemblée générale dans sa résolution 362 (IV) et annexé au règlement intérieur<sup>a</sup>, la Commission spéciale des méthodes et des procédures avait fait certaines recommandations concernant la rédaction des conventions et avait conclu ainsi: "En ce qui concerne la rédaction de textes de nature juridique, la Commission spéciale recommande tout particulièrement que l'on recoure autant que possible à des comités de rédaction de composition réduite."

30. Le Comité spécial a estimé que ces recommandations étaient excellentes et, comme l'Assemblée générale les a déjà approuvées, il n'a pas jugé nécessaire d'adopter une nouvelle disposition à ce sujet. Le Comité spécial a été cependant d'avis qu'il convenait de réaffirmer ce principe dans son rapport. En conséquence, le Royaume-Uni a retiré son projet de résolution<sup>f</sup>.

---

<sup>a</sup> Cet article porte le numéro 99 dans le présent règlement intérieur.

<sup>d</sup> Cet article porte le numéro 101 dans le présent règlement intérieur.

<sup>e</sup> Voir page 33.

<sup>f</sup> Ce projet de résolution (A/AC.60/L.18) combinait les dispositions suivantes: "En principe, il appartiendra à un groupe d'experts juridiques qualifiés de rédiger ou de réviser, à un moment opportun, le texte de toutes clauses, tous textes ou instruments entrant dans les catégories ci-après:

"a) Tous règlements présentés pour adoption à l'Assemblée générale;

*(Suite de la note f à la p. 39)*

35. Outre les propositions mentionnées ci-dessus<sup>5</sup>, le Royaume-Uni a présenté un projet (A/AC.60/L.22) qui prévoyait des réunions périodiques des Rapporteurs des commissions et des fonctionnaires compétents du Secrétariat en vue d'établir, dans la mesure du possible, des méthodes communes de rédaction et de veiller à ce qu'en général les résolutions soient rédigées d'une manière satisfaisante du point de vue du style, de la forme et de l'emploi des termes techniques.

36. On a fait remarquer que l'organisation de réunions périodiques des Rapporteurs pourrait soulever des difficultés d'ordre pratique. Le Comité spécial a donc décidé de ne faire aucune recommandation formelle à ce sujet; il croit néanmoins souhaitable que des consultations officieuses aient lieu de temps à autre entre les divers Rapporteurs et les fonctionnaires du Secrétariat, aux fins indiquées dans la proposition du Royaume-Uni.

*Rapports soumis par le Secrétaire général conformément à la résolution 362 (IV)  
de l'Assemblée générale*

37. Le Royaume-Uni a présenté un projet de résolution (A/AC.60/L.23), aux termes duquel le Secrétaire général serait prié de présenter chaque année à l'Assemblée générale un rapport sur les questions traitées par le Comité spécial, qui indiquerait dans quelle mesure l'Assemblée et ses commissions seraient parvenues, au cours de l'année, à atteindre les objectifs visés, et proposerait toutes améliorations et modifications appropriées aux méthodes et procédures utilisées.

38. Au cours de la discussion, le représentant du Secrétaire général a rappelé qu'au paragraphe 6 de la résolution 362 (IV) en date du 22 octobre 1949, l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général "à procéder aux études appropriées et à soumettre, chaque fois qu'il le jugera opportun, des propositions de nature à améliorer les méthodes et les procédures de l'Assemblée générale et de ses commissions...". On a fait remarquer que le Secrétaire général se préoccupait beaucoup d'améliorer les procédures et les méthodes de l'Assemblée et qu'il n'y avait pas lieu d'adopter une nouvelle résolution l'invitant à présenter des rapports à ce sujet.

39. Le Comité spécial a été d'avis que les questions visées dans le projet du Royaume-Uni pourraient être traitées, lorsqu'il y aurait lieu, dans les rapports du Secrétaire général prévus par la résolution 362 (IV); ces rapports doivent être présentés en temps opportun et à intervalles suffisamment rapprochés. En conséquence, le projet du Royaume-Uni a été retiré et le Comité n'a fait aucune recommandation formelle à ce sujet.

---

"b) Les documents fixant le mandat, les fonctions et les pouvoirs des organes subsidiaires ou des tribunaux qui seront créés à l'avenir par l'Assemblée générale;

"c) Toutes conventions, toutes déclarations, tous accords ou autres instruments internationaux similaires rédigés sous les auspices de l'Assemblée générale et dont l'Assemblée elle-même devra rédiger le texte, notamment les accords ou instruments auxquels les Nations Unies devront être partie en tant qu'organisation."

\* Projet de résolution d'El Salvador (A/AC.60/L.20) qui a été retiré en faveur d'un texte révisé (A/AC.60/L.20/Rev.1) dans lequel avaient été incorporés des amendements présentés par le Royaume-Uni (A/AC.60/L.21), la Belgique et l'Égypte. Ce texte révisé, qui a été inclus dans les recommandations du Comité spécial à l'Assemblée générale, était ainsi conçu:

"e) Normalement, le Président d'une commission demandera, au moment opportun, au Vice-Président et au Rapporteur, de se joindre à lui en vue de procéder, en consultation avec les fonctionnaires du Secrétariat, à l'examen des projets de résolution, du point de vue du style, de la forme, de l'emploi des termes techniques, et, en cas de besoin, de suggérer à la commission les modifications qu'ils estimeront nécessaires."

## ANNEXE III<sup>a</sup>

### Procédure pour l'examen des rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain

RÈGLEMENT SPÉCIAL ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À SA NEUVIÈME SESSION

#### *Procédure concernant les rapports*

*Article spécial A.*—L'Assemblée générale reçoit annuellement du Comité du Sud-Ouest africain le rapport concernant le Sud-Ouest africain présenté au Comité par l'Union sud-africaine [ou un rapport sur la situation dans le Territoire du Sud-Ouest africain établi par le Comité conformément au paragraphe 12, alinéa c, de la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale]; ce rapport est accompagné des observations du Comité et des commentaires du représentant dûment autorisé de l'Union sud-africaine si le Gouvernement de l'Union décide de donner suite à la recommandation de l'Assemblée générale en désignant un représentant.

*Article spécial B.*—L'Assemblée générale s'inspire, en règle générale, des observations du Comité du Sud-Ouest africain et fonde, autant que possible, ses conclusions sur lesdites observations.

#### *Procédure concernant les pétitions*

*Article spécial C.*—L'Assemblée générale reçoit annuellement du Comité du Sud-Ouest africain un rapport concernant les pétitions qui lui ont été présentées. Les comptes rendus analytiques des séances au cours desquelles les pétitions ont été examinées sont joints audit rapport.

*Article spécial D.*—L'Assemblée générale s'inspire, en règle générale, des conclusions du Comité du Sud-Ouest africain et fonde, autant que possible, les siennes sur celles du Comité.

#### *Séances privées*

*Article spécial E.*—Par application de l'article 62 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, les séances consacrées à des décisions relatives à des particuliers sont privées.

#### *Procédure de vote*

*Article spécial F.*—Les décisions de l'Assemblée générale sur les questions touchant les rapports et les pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain sont considérées comme questions importantes au sens du paragraphe 2 de l'Article 18 de la Charte des Nations Unies.

---

<sup>a</sup> Voir la résolution 844 (IX) du 11 octobre 1954.

## ANNEXE IV

### Amélioration des méthodes de travail de l'Assemblée générale

RÉSOLUTION 1898 (XVIII) ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À SA 1256ÈME SÉANCE PLÉNIÈRE, LE 11 NOVEMBRE 1963

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant avec satisfaction l'initiative prise par le Président de la seizième session de l'Assemblée générale dans son mémoire du 26 avril 1962 sur les méthodes de travail de l'Assemblée<sup>a</sup>,*

*Rappelant sa décision du 30 octobre 1962 portant création du Comité spécial pour l'amélioration des méthodes de travail de l'Assemblée générale et sa résolution 1845 (XVII) du 19 décembre 1962, par laquelle elle a décidé de maintenir en fonctions ledit comité,*

*Ayant examiné le rapport du Comité spécial présenté en application de la résolution susmentionnée<sup>b</sup>,*

*Consciente de la nécessité d'adapter ses méthodes de travail aux changements survenus à l'Assemblée générale, notamment à ceux qui résultent de l'augmentation récente du nombre des Etats Membres,*

*Soucieuse néanmoins de ne réduire en rien les possibilités d'action dont l'Assemblée générale doit disposer conformément à la Charte des Nations Unies et au règlement intérieur de l'Assemblée,*

*Convaincue qu'il est de l'intérêt de l'Organisation et des Etats Membres que les tâches de l'Assemblée générale soient remplies d'une manière aussi efficace et expéditive que possible et que, sauf dans des cas tout à fait exceptionnels, la durée des sessions ordinaires ne dépasse pas treize semaines,*

*Prend acte des observations qui figurent dans le rapport du Comité spécial pour l'amélioration des méthodes de travail de l'Assemblée générale et approuve les recommandations présentées par ce comité, en particulier celles qui visent à ce que :*

a) Le Président de l'Assemblée générale déploie tous ses efforts pour assurer un déroulement méthodique et régulier de la discussion générale et clôture avec l'assentiment de l'Assemblée, dès que cela lui paraît réalisable, la liste des orateurs inscrits;

b) Toutes les grandes commissions, à l'exception de la Première Commission, commencent leurs travaux au plus tard deux jours ouvrables après avoir reçu la liste des points de l'ordre du jour qui leur ont été renvoyés par l'Assemblée générale;

c) La Première Commission se réunisse le plus tôt possible pour organiser ses travaux, déterminer l'ordre de discussion des questions qui lui ont été renvoyées et commencer l'examen systématique de son ordre du jour, étant entendu qu'au début de la session ces séances pourraient avoir lieu lorsqu'il se produit une interruption

---

<sup>a</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Annexes, point 86 de l'ordre du jour, document A/5123.

<sup>b</sup> Ibid., dix-huitième session, Annexes, point 25 de l'ordre du jour, document A/5423.

dans la discussion générale et que, par la suite, l'Assemblée pourrait siéger en séance plénière une partie de la journée, l'autre partie étant réservée à la Première Commission, ce qui permettrait à celle-ci de commencer son travail régulier dès que possible après l'ouverture de la session;

d) Chacune des grandes commissions établit dès que possible son programme de travail comprenant les dates approximatives auxquelles elle examinerait les différentes questions qui lui ont été renvoyées et la date à laquelle elle se propose d'achever ses travaux, étant entendu que ce programme serait transmis au Bureau pour permettre à celui-ci de faire les recommandations pertinentes, notamment, lorsqu'il le juge approprié, des recommandations concernant les dates auxquelles les grandes commissions devraient clôturer leurs travaux;

e) Chacune des grandes commissions envisage la création, dans les circonstances dont il est fait état aux paragraphes 29 à 32 du rapport du Comité spécial, de sous-commissions ou groupes de travail à composition restreinte, mais représentatifs de l'ensemble de ses membres, ayant pour but de faciliter ses travaux;

f) Le Bureau exerce les fonctions que lui attribuent les articles 40, 41 et 42 du règlement intérieur et fasse notamment toutes recommandations utiles tendant à favoriser le progrès des travaux de l'Assemblée et de ses commissions, de manière à faciliter la clôture de la session à la date prévue; à cet effet, le Bureau devrait se réunir au moins toutes les trois semaines;

g) Les présidents utilisent les ressources du règlement intérieur et fassent usage des prérogatives que leur accordent les articles 35 et 108 dudit règlement pour accélérer les travaux de l'Assemblée générale; à cet effet, ils devraient notamment:

- i) Ouvrir les séances à l'heure prévue;
- ii) Faire appel aux représentants pour qu'ils prennent la parole dans l'ordre de leur inscription sur la liste des orateurs, étant entendu que ceux des représentants qui en seraient empêchés seraient normalement placés à la fin de la liste, à moins qu'ils n'aient échangé leur tour de parole avec d'autres représentants;
- iii) Appliquer le règlement intérieur de manière à bien faire observer les dispositions concernant l'exercice du droit de réponse, les explications de vote et les motions d'ordre.

# INDEX DU REGLEMENT INTERIEUR\*

	<i>Articles</i>
<b>A</b>	
Administratives et budgétaires (questions) .....	13, 85, 153-161
Admission de nouveaux Membres .....	85, 135-139
Ajournement: <i>voir</i> Débats; Séances; Sessions; Orateurs.	
Amendements: <i>Voir aussi</i> Modifications au règle- ment intérieur; Propositions et amendements. Définition des amendements. 92, 131	
Appel nominal: <i>voir</i> Vote.	
<b>B</b>	
Budget: <i>voir</i> Administratives et bud- gétaires (questions).	
Bureau .....	38-44
Caractère représentatif .....	31, 38
Composition .....	38
Durée d'une session de l'Assemblée générale (date de clôture).2, 41, 100	
Fonctions .....	40-42, 44
Participation de représentants d'E- tats Membres qui ont demandé l'inscription de questions à l'ordre du jour .....	43
Recommandations sur l'inscription de questions à l'ordre du jour .....	21, 23, 40
Remplaçants .....	39
Résolutions (revision des) .....	44
<b>C</b>	
Charte:	
Art. 12 .....	49
Art. 17 .....	161
Art. 19 .....	161

	<i>Articles</i>
Art. 23 .....	144
Art. 35 .....	13
Art. 57 .....	11
Art. 83 .....	148
Art. 85 .....	148
Art. 86 .....	85, 148, 150
Clôture du débat: <i>voir</i> Débats.	
Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires .....	156-158
Comité des contributions .....	159-161
Commissions:	
<i>Voir aussi</i> Bureau; Comité consul- tatif; Comité des contributions; Organes subsidiaires; Pouvoirs (Commission de vérification des); Présidents des grandes commis- sions; Rapporteurs; Vice-Prési- dents.	
Comptes rendus des séances.....	60
Création .....	98
Grandes commissions .....	101
Membres du Bureau:	
Election .....	103-105, 107
Remplacement .....	107
Ordre du jour, droit d'initiative exclu .....	99
Priorité des questions transmises.101	
Quorum .....	110
Rapports:	
Discussion en séance plénière... 68	
Rapports préalables obligatoires .....	15, 67, 164
Renvoi de questions aux commissions .....	65-67, 99
Représentation des Etats	
Membres .....	102, 103
Sous-commissions .....	104
Compétence de l'Assemblée générale ou de ses commissions:	
Décisions sur la compétence. 81, 122	

\* Les chiffres en italique indiquent les numéros d'articles relatifs aux commissions de l'Assemblée générale.

Comptes rendus des séances :	
Analytiques .....	47, 56
Fonctions du Secrétariat .....	47
Langues .....	55, 56
Sténographiques .....	55, 60
Conduite des débats ...	65-83, 110-124
Conseil économique et social :	
Election des membres....	85, 146, 147
Rapports .....	13
Conseil de sécurité :	
Admissions de nouveaux Membres (recommandations en matière d') .....	137, 138
Election des membres non permanents .....	85, 143-145
Maintien de la paix et de la sé- curité internationales .....	49
Notification en vertu de l'Article 12 de la Charte .....	49
Rapports .....	13, 137, 138, 142
Secrétaire général (recommandation sur la nomination du) .....	142
Sessions extraordinaires de l'As- semblée générale (convocation de) .....	8, 10
Conseil de tutelle :	
Election des membres qui n'administrent pas de territoire sous tutelle...85, 148-150	
Rapports .....	13
Conseillers .....	25, 102, 103
Conseillers techniques ...	25, 102, 103
Cour internationale de Justice :	
Election des membres .....	151, 152
Rapports .....	13
<b>D</b>	
Débats :	
<i>Voir aussi</i> Orateurs.	
Ajournement .....	76, 117
Motion d'ajournement (ordre de discussion) .....	79, 120
Pouvoirs du Président....	35, 108
Clôture .....	77, 118
Motion de clôture (ordre de dis- cussion) .....	79, 120
Pouvoirs du Président....	35, 108

Délégations .....	25, 26, 102, 103
-------------------	------------------

## Dépenses :

*Voir aussi* Comité consultatif; Co-  
mité des contributions.

Information sur les frais qu'im-  
pliquent les résolutions recom-  
mandées par les commissions...155

Prévisions de dépenses .....
 154 |

Propositions tendant à modifier la  
répartition des dépenses (inscrip-  
tion à l'ordre du jour des).....
 24 |

Division des propositions et des  
amendements: *voir* Vote.

Documents :

Accompagnant les propositions  
d'inscription à l'ordre du jour...20

Langues .....
 58, 59 |

Préparation et distribution .....
 47 |

**E**

Elections....31, 85, 94-96, 104-105, 107,  
133, 140-152

*Voir aussi* Vote.

Conseil économique et social  
(membres du) .....
 85, 146, 147 |

Conseil de sécurité (membres  
non permanents).....
 85, 143-145 |

Conseil de tutelle (membres qui  
n'administrent pas de territoire  
sous tutelle) .....
 85, 148-150 |

Cour internationale de Justice  
(membres de la) .....
 151, 152 |

Elections partielles .....
 141 |

Explications de vote au scrutin se-  
cret non autorisées .....
 90, 129 |

Mandat des membres des  
conseils .....
 140 |

Membres des bureaux (commis-  
sions et sous-commissions).103-105

Partage égal des voix.....
 95, 133 |

Présentation de candidatures  
exclue .....
 94 |

Président et Vice-Présidents de  
l'Assemblée générale .....
 31 |

Procédure en matière  
d'élections .....
 94-96, 133 |

Secrétaire général .....
 142 |

Etats non membres :

Ordre du jour provisoire.....
 13 |

44

Experts .....	25, 102, 103
Explications de vote: voir Elections; Vote.	

**F**

Financière (gestion); voir Administratives et budgétaires (questions).	
--	--

**G**

Grandes commissions: voir Commissions.	
--	--

**I**

Institutions spécialisées:	
Assemblée générale (notification de la convocation des sessions de l')	11
Budgets administratifs .....	158
Rapports .....	13
Interprétation du règlement intérieur .....	163

**J**

Journal (langues à utiliser pour le) ..	57
---	----

**L**

Langues .....	51-59
Autres que langues de travail ou officielles .....	54, 59
Comptes rendus des séances ..	55, 56
Documents .....	58, 59
Interprétation .....	52-54
Journal .....	57
Langues officielles .....	51
Langues de travail .....	51
Résolutions .....	58

**M**

Maintien de la paix et de la sécurité internationales .....	49, 85
Mandat:	
Comité consultatif .....	157
Comité des contributions .....	160
Conseil économique et social .....	146
Conseil de sécurité (membres non permanents du) .....	143

Conseil de tutelle (membres qui n'administrent pas de territoire sous tutelle) .....	149
Membres des conseils .....	140
Président de l'Assemblée générale ..	31
Vice-Présidents de l'Assemblée générale .....	31

**Membres:**

Admission de nouveaux Membres .....	85, 135-139
Délégations .....	25, 26
Pouvoirs .....	27-29
Exclusion de .....	85
Inscription de questions supplémentaires à l'ordre du jour .....	14, 18
Ordre du jour provisoire .....	12, 13
Participation aux débats du Bureau .....	43
Représentation aux grandes commissions .....	102, 103
Sessions extraordinaires .....	8-10
Sessions hors du Siège .....	4
Suppression des droits et privilèges de .....	85

**Membres des bureaux: voir Commissions; Président de l'Assemblée générale; Présidents des grandes commissions; Rapporteurs; Vice-Présidents de l'Assemblée générale; Vice-Présidents des commissions.**

**Modifications au règlement intérieur .....** 164

**Motions: voir aussi Propositions et amendements.**

**Motions d'ordre:**

Décisions sur les .....	73, 114
Pendant un vote .....	90, 129
Pouvoirs du Président .....	35, 108

**O**

**Orateurs:**

*Voir aussi* Débats.

Clôture de la liste des .....	75, 116
Pouvoirs du Président .....	35, 108

**Limitation du temps de parole:**

Ajournement du débat .....	76, 117
Clôture du débat .....	77, 118
En général .....	74, 115

Orateurs (*suite*) :

Explications de vote .....	90, 129
Inscription de questions à l'ordre du jour .....	23
Pouvoirs du Président.....	35, 108
Suspension ou ajournement de la séance .....	78, 119
Nombre autorisé (limitation du) :	
Ajournement du débat.....	76, 117
Clôture du débat.....	77, 118
Division des propositions et amendements .....	91, 130
Inscription de questions à l'ordre du jour .....	23
Remise en discussion des propositions (motions en faveur de la) .....	83, 124
Nombre des interventions permises à chaque représentant (limitation du) .....	
Pouvoirs du Président.....	35, 108
Ordre des interventions.....	70, 111
Réponse (droit de) .....	75, 116
Tour de priorité des Présidents de commission et des Rapporteurs de commission .....	71, 112
Ordre du jour .....	12-24
Approbation de l'ordre du jour .....	21
Bureau (fonctions du).....	40, 41
Débats relatifs à l'inscription de questions .....	23
Dépenses (propositions tendant à modifier la répartition des).....	24
Mémoire explicatif .....	20
Modification et suppression de points de l'ordre du jour.....	22
Ordre du jour provisoire :	
Sessions ordinaires.....	12, 13
Sessions extraordinaires.....	16, 17
Questions nouvelles :	
Sessions ordinaires.....	15
Sessions extraordinaires .....	19
Questions supplémentaires :	
Sessions ordinaires .....	14
Sessions extraordinaires.....	18, 19
Organes principaux (autres) :	
Notification des sessions de l'Assemblée générale .....	11

Questions à l'ordre du jour de l'Assemblée générale .....	13, 14, 18
Organes subsidiaires :	
Création .....	162
Rapports .....	13

## P

Partage égal des voix : voir Elections ; Vote.	
Pouvoirs .....	27-29
Admission temporaire en qualité de représentant .....	29
Commission de vérification des pouvoirs .....	28
Présentation des pouvoirs .....	27
Présentation nouvelle de motions .....	82, 123
Président de l'Assemblée générale 30-37	
Bureau .....	38, 41, 42
Commission de vérification des pouvoirs .....	28
Décisions du .....	73
Election .....	31
Mandat .....	31
Ne prend pas part aux scrutins... ..	37
Pouvoirs généraux .....	35, 36
Président par intérim .....	32, 33, 37
Président provisoire .....	30
Remplacement .....	34
Sessions extraordinaires d'urgence .....	65
Présidents des grandes commissions :	
Décisions des Présidents .....	114
Droit de parole par priorité .....	71, 112
Elections .....	105
Fonctions des Présidents.....	108, 109
Membres du Bureau de l'Assemblée générale .....	38, 39
Ne prennent pas part aux scrutins .....	106
Remplaçants des Présidents.....	107
Remplacement .....	107
Prière ou méditation (minute de silence) .....	
.....	64
Propositions et amendements :	
Compétence de l'Assemblée générale ou des commissions.....	81, 122
Division des .....	91, 130

Propositions et amendements (*suite*):

Ordre des motions de procédure .....	79, 120
Ordre de vote sur les 92, 93, 131, 132	
Partage égal des voix sur les 97, 134	
Présentation et communication 80, 121	
Remise en discussion .....	83, 124
Retrait et nouvelle présentation .....	82, 123

## Q

Questions importantes (catégories de) .....	85, 87
Quorum .....	69, 110

## R

Rappel à l'ordre .....	70, 74, 111, 115
Rapporteurs:	
Droit de parole par priorité .....	71, 112
Election .....	104, 105, 107
Eligibilité .....	103
Rapports:	
Commission .....	15, 67, 68, 164
Conseil économique et social .....	13
Conseil de sécurité .....	13, 137, 138, 142
Conseil de tutelle .....	13
Cour internationale de Justice .....	13
Institutions spécialisées .....	13
Organes subsidiaires .....	13
Secrétaire général .....	13, 48, 66
Régime international de tutelle .....	85
Règlement intérieur:	
Interprétation et amendement .....	163, 164
Remise en discussion des propositions .....	83, 124
Réponse (droit de) .....	75, 116
Représentants: voir Membres.	
Résolution 377 A (V) .....	8, 9, 19
Résolutions:	
Communication aux Membres .....	61
Information sur les frais entraînés par les .....	154, 155
Langues .....	58
Projet de, accompagnant les propo- sitions pour inscription à l'ordre du jour .....	20

Revision par le Bureau .....	44
Retrait d'une motion .....	82, 123

## S

## Séances:

Publiques et privées .....	62, 63
Quorum .....	69, 110
Suspension ou ajournement .....	78, 119
Motion à cet effet (ordre de discussion) .....	79, 129
Pouvoirs du Président .....	35, 108

## Secrétaire général:

Déclarations en séance .....	72, 113
Fonctions pour ce qui concerne l'Assemblée générale .....	45, 46
Information sur les frais entraînés par les résolutions .....	154, 155
Inscription de questions supplémen- taires à l'ordre du jour .....	14, 18
Nomination .....	142
Notification des sessions .....	5, 10, 11
Notification en vertu de l'Article 12 de la Charte .....	49
Ordre du jour provisoire .....	12, 13
Rapport annuel et rapports supplé- mentaires .....	13, 48
Renvoi aux grandes commis- sions .....	66
Sessions extraordinaires .....	8, 9
Secrétariat .....	45-50
Déclarations en séance .....	72, 113
Fonctions pour ce qui concerne l'Assemblée générale .....	47
Règles concernant le personnel du Secrétariat .....	50
Sessions:	
<i>Voir aussi</i> Ordre du jour.	
Extraordinaires .....	7-11
Convocation .....	7-9
Demande de convocation .....	8, 9
Notification des sessions .....	10, 11
Extraordinaires d'urgence .....	8-10, 65
Ordinaires .....	1-6, 11
Date de réunion .....	1
Durée de la session .....	2
Interruption d'une session .....	6
Lieu de réunion .....	3, 4
Notification des sessions .....	5, 11
Suppléants (représentants) .....	25, 26, 103

Suspension de séance: voir Séances;  
Orateurs.

**T**

Tutelle (régime international de)....85

**U**

Urgence (sessions extraordinaires d') :  
voir Sessions.

**V**

Vacants (sièges devenus) :

Elections et nominations pour y  
pourvoir .34, 107, 141, 150, 157, 160

Vice-Présidents de l'Assemblée gé-  
nérale :

Election .....31

Mandat .....31

Membres du Bureau de l'Assemblée  
générale .....38, 39

Présidents par intérim .....32, 33

Ne prennent pas part aux  
scrutins .....37

Pouvoirs et devoirs .....33

Sessions extraordinaires d'urgence 65

Vice-Présidents des commissions :

Election .....105, 107

Eligibilité .....103

Peuvent remplacer les Présidents :

Au Bureau de l'Assemblée  
générale .....39

Dans les commissions .....107

Pouvoirs et devoirs .....39, 107

Vote :

Voir aussi Elections.

Abstentions .....88, 127

Appel nominal .....89, 128

Bureau (votes au sein du)....38, 39

Décisions des Présidents de com-  
mission .....114

Décisions du Président de l'Assem-  
blée générale .....73

Dispositions  
principales .....84, 87, 125, 126

Division des propositions et  
amendements .....91, 130

Explications de vote .....90, 129

Interruption d'un scrutin.....90, 129

Majorité des deux tiers requise :

Administratives et budgétaires  
(questions) .....85

Admission de nouveaux  
Membres .....85, 137

Amendements à des propositions  
relatives à des questions im-  
portantes .....86

Election des membres du Conseil  
de sécurité, du Conseil de tu-  
telle et du Conseil économique  
et social .....85

Exclusion de Membres .....85

Inscription à l'ordre du jour d'une  
session extraordinaire de ques-  
tions figurant sur la liste sup-  
plémentaire et de questions nou-  
velles .....19

Maintien de la paix et de la sé-  
curité internationales .....85

Questions importantes .....85, 86

Régime de tutelle .....8

Remise en discussion d'une  
proposition (motion à cet  
effet) .....83, 124

Suspension des droits et privilè-  
ges des Membres .....85

"Membres présents et  
votants" .....88, 127

Mode de scrutin .....89, 128

Ordre du vote :

Amendements .....92, 131

Compétence (décisions sur  
la) .....81, 122

Motions de procédure .....79, 120

Propositions .....93, 132

Partage égal des voix .....97, 134

Présidents (les) ne prennent pas  
part aux scrutins .....37, 106

Rapports des commissions (procé-  
dure de mise en discussion)....68

Règlement intérieur  
(modification au) .....164

Règles à observer pendant un  
vote .....90, 129

ADDRESSES OU LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES  
ET DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE SONT EN VENTE

**AFRIQUE**

**AFRIQUE DU SUD:** VAN SCHAIK'S BOOK STORE (PTY) LTD., c/o Church Street, Box 724, Pretoria.  
**TECHNICAL BOOKS (PTY) LTD.,** Faraday House, P. O. Box 2866, 40 St. George's Street, Cape Town.  
**CAPEBORNE:** LIBRAIRIE DU PEUPLE AFRICAINE Le Cap, S. P. 1197, Yabundé.  
**DIFFUSION INTERNATIONALE CAMEROUNAISE DU LIVRE ET DE LA PRESSE,** Sanghaéma.  
**CONGO (République):** INSTITUT POLITIQUE CONGOLESE, C. P. 1257, Léopoldville.  
**EGYPTE:** INTERNATIONAL PRESS AGENCY P. O. Box 120, Addis-Abeba.  
**GHANA:** UNIVERSITY BOOKSHOP University College of Ghana, Legon, Accra.  
**KENYA:** THE E.S.A. BOOKSHOP, Box 3016, Nairobi.  
**LIBYE:** SUDKI EL JERBI (BOOKSELLER) P. O. Box 78, Bahari Street, Benghazi.  
**MAROC:** AUB BELLETZ Librairie 261, avenue Mohammed V, Rabat.  
**NIGERIE:** UNIVERSITY BOOKSHOP (NIGERIA) LTD. University College, Ibadan.  
**NYASSALAND:** BOOKERS (NYASSALAND) LTD. Longye House, P. O. Box 34, Blantyre.  
**GUINÉE-BISSAU:** LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE P. O. Box 47, Bissau.  
**REPUBLIQUE ARABE UNIE:** LIBRAIRIE "LA RENAISSANCE D'EGYPTE" 9 St. Adly Pasha, Le Caire.  
**AL MAGHA EL ARABIA BOONSHOP** 22 Abd-el-Mohand Sarrent, Le Caire.  
**REPUBLIQUE DU SENEGAL:** J. BELDING, P. O. Box 750, Dakar.  
**REPUBLIQUE DU SUD:** THE BOOK CENTRE, First Street, Salisbury.  
**TANZANIA:** DAR-ES-SALAAM BOOKSHOP P. O. Box 9030, Dar-es-Salaam.

**PARAGUAY:** AGENCIA DE LIBRERIAS DE SALVADOR NIZZA Calle Pta. Franco No. 29-43, Asunción.  
**PEROU:** LIBRERIA INTERNACIONAL DEL PERU, S. A. Casilla 1417, Lima.  
**LIBRERIA SILICON, S. A.** Amargura 939, Apartado 2139, Lima.  
**REPUBLIQUE DOMINICAINE:** LIBRERIA DOMINICANA Mercedes 40, Santo Domingo.  
**URUGUAY:** LIBRERIA RAFAEL BARRETT Ramon Azopar 4030, Montevideo.  
**REPRESENTACION DE EDITORIALES, F. J. O. H. DELIA** Plaza Caguacha 1242, 1° piso, Montevideo.  
**VENEZUELA:** LIBRERIA DEL ESTE Av. Miranda, No. 52, Edif. Gallego, Caracas.

**ISLANDE:** STATIONERY OFFICE, Dublin.  
**ISLANDE:** BOKAVERJUM GJOFERAR EYMHAFDSSONAR H. F. Austurvogur 18, Reykjavik.  
**ITALIE:** LIBRERIA COMMISSIONARIA SANBON Via Cino Boccardo 25, Firenze.  
**et Via Paolo Marconi 10/B, Rome.**  
**LIBRERIA E. I. G. U.** Via Marconi 16, Milano.  
**LUXEMBOURG:** LIBRAIRIE J. TRAUSSCHUMBERG Place du Théâtre, Luxembourg.  
**NORVEGE:** JOMAR GRUNDTUN TANUM Kist Johannegata, 41, Oslo.  
**PAKISTAN:** N.Y. MARTINUS MIHOFF Lane Vanchand 9, 14-Crawford.  
**PELOUSE:** PAN, Pulo Kallury / Haveli, Westaria.  
**FEDERATION LIBRAIRE ROUGAISE & CIA.** 186 rue Anvers, Lisbonne.  
**ROMANIE:** CARTIMEX, Str. Antioha Beldad 14-16, P. 124-126, Bucarest.  
**ROYAUME-UNI:** H. M. STATIONERY OFFICE P. O. Box 569, London, S.E. 1 (et agences HMSO & HMSO Birmingham, Bristol, Cardiff, Edinburgh, Manchester).  
**SUEDE:** C. F. FRITZER'S KUNGL. HOFBOKHANDEL och Förlagsföretag, Stockholm.  
**SUISSE:** LIBRAIRIE PAYOT, S. A., Les Granges, Genève.  
**MARS RAINHARDT,** Kirchstrasse 17, Zurich 1.  
**TCHÉCOSLOVAQUIE:** ARTIA LTD., 30 ve Smellákov, Praha 2.  
**TURQUIE:** LIBRERIA MACHETTE 469 Istiklal Caddesi, Beyglie, Istanbul.  
**UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOUVETSIQUES:** MELDOPARODIATA KNIHA Smolenskaya, Kachouka, Moscou.  
**YUGOSLAVIE:** CANKARJEVA ZALOZBA, Ljubljana, Slovénie.  
**GRZAVNO PREDUCE** Jugoslavenska Krija, Terzija 27/11, Zagreb.  
**PROJET A:** The Projector & Designer, Zagreb.  
**PROJET PUBLISHING HOUSE,** Import-Export Division, P. O. 550, Terzija 16/1, Zagreb.

**ASIE**

**BIRMANE:** CURATOR, GOVT. BOOK DEPOT, Rangoon.  
**CAMBODGE:** ENTREPRISE KHMERE DE LIBRAIRIE Imprimerie & Papeterie, S. à R. L., Phnom-Penh.  
**CEYLAN:** LAKE HOUSE BOOKSHOP Assoc. Newspapers of Ceylon, P. O. Box 244, Colombo.  
**CHINE:** THE WORLD BOOK COMPANY, LTD. 59 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.  
**THE COMMERCIAL PRESS, LTD.** 211 Noman Road, Shanghai.  
**CORÉE REPUBLICAINE DES:** EUL-YOO PUBLISHING CO., LTD., S. 2-SA, Chongno, Seoul.  
**HONG-KONG:** THE SWINDON BOOK COMPANY 25 Nathan Road, Kowloon.  
**INDE:** ORIENT LONGHANS Bombay, Calcutta, Hyderabad, Madras et New Delhi.  
**OXFORD BOOK & STATIONERY COMPANY** Calcutta et New Delhi.  
**INDONESIE:** PEMANGKUNAN, LTD. Gunung Sahari 8A, Djakarta.  
**JAPON:** MARUZEN COMPANY, LTD. 6 Ten-Nichome, Nishi-Shinjy, Tokyo.  
**PAKISTAN:** THE PAKISTAN CO-OPERATIVE BOOK SOCIETY Dacca, East Pakistan.  
**PUBLISHERS UNITED, LTD., Lahore.** THOMAS & THOMAS, Karachi.  
**PHILIPPINES:** PHILIPPINE EDUCATION COMPANY, INC. 1104 Castagna, P. O. Baguio, Quezon, Manila.  
**POPULI BOOKSTORE,** 1573 Danaba Joss, Manila.  
**SINGAPOUR:** THE CITY BOOK STORE, LTD. Collyer Quay.  
**THAILANDE:** PRAMUAN MIT, LTD. 55 Chakrabat Road, Wat Yek, Bangkok.  
**REUNION & CO., LTD.** New Road, Sish Phe Sei, Bangkok.  
**SURABAYA PAINT** Mansion 9, Rajadarmen Avenue, Bangkok.  
**VIENTIANE (REPUBLIQUE DU):** LIBRAIRIE PAPETERIE XUAN THU 165, rue Toulo, S. P. 263, Saigon.

**INDES OCCIDENTALES**

**BERRUDES:** BERMUDA BOOK STORE Reid and Burnaby Street, Hamilton.  
**BONAIRE:** GANTELLES NEERLANDAISES: SCHONHARDT SALAR, B. P. 44.  
**GUYANE FRANÇAISE:** BONAIRE STORES LTD. 20-23 Church Street, Georgetown.  
**JAMAÏQUE:** BANGSBERG BOOK ROOM 91 Harbour Road, Kingston.  
**TOMBE ET TOBAGO:** CAMPBELL BOOKER LTD., Port of Spain.

**AMÉRIQUE DU NORD**

**CANADA:** L'IMPRIMEUR DE LA REINE Ottawa, Ontario.  
**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:** SALES SECTION, UNITED NATIONS, New York.  
Puisi Book: PAN AMERICAN BOOK CO. P. O. Box 3511, San Juan 17.  
**BOGOTEROS, UNIVERSITY OF PUERTO RICO.** Rio Piedras.

**AMÉRIQUE LATINE**

**ARGENTINE:** EDITORIAL SUDAMERICANA, S. A. Als. - a 590, Buenos Aires.  
**BOLIVIE:** LIBRERIA SELECCIONES, Casilla 972, La Paz.  
**LOS AMIGOS DEL LIBRO** Calle Peru esp. España, Casilla 490, Cochabamba.  
**BRESIL:** LIVRARIA AGIR Rua Hucio 99-2, Caixa Postal 3291, Rio de Janeiro.  
**LIVRARIA FREITAS BASTOS, S. A.** Caixa Postal 699, Rio de Janeiro.  
**LIVRARIA NÓVOA EDITORA** Rua Resepio 135/137, Rio de Janeiro.  
**CHILI:** EDITORIAL DEL PACIFICO, Alameda 57, Santiago.  
**LIBRERIA IVENS,** Casilla 205, Santiago.  
**COLOMBIE:** LIBRERIA AMERICA, Calle 51 Núm. 49-58, Medellín.  
**LIBRERIA BUCHNOLZ** Av. Jiménez de Quesada 8-40, Bogotá.  
**COSTA RICA:** IMPRENTA Y LIBRERIA TRESJOS Apartado 1313, San José.  
**CUBA:** CUBARTIMPEX Apartado Postal 6540, La Habana.  
**EL SALVADOR:** LIBRERIA CULTURAL SALVADOREÑA 2a. Av. Sur, San Salvador.  
**MANUEL NAVAS Y CIA.** 1a. Avenida Sur 37, San Salvador.  
**ÉQUATEUR:** LIBRERIA CIENTIFICA Casafiera 352, Guayaquil.  
**LIBRERIA UNIVERSITARIA** Calle García Moreno 739, Quito.  
**GUATEMALA:** LIBRERIA CERVANTES 5a. Av. 9 39, Zona 1, Guatemala.  
**SOCIEDAD ECONOMICA-FINANCIERA** Ca. Av. 14-33, Guatemala.  
**HAÏTI:** LIBRAIRIE "À LA CARAVELLE", Port-au-Prince.  
**HONDURAS:** LIBRERIA PANAMERICANA, Tegucigalpa.  
**MEXIQUE:** EDITORIAL HERMES, S. A. Ignacio Mariscal 41, México, D. F.  
**PANAMA:** JOSE MENENDEZ Agencia Internacional de Publicaciones, Apartado 2052, Av. 8A Sur 21-58, Panamá.

**EUROPE**

**ALLEMAGNE (RÉP. FÉDÉRALE D'):** E. EISENHART Schwanthaler Str. 59, Frankfurt/Main.  
**ELWERT UND MEURER** Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.  
**ALEXANDER HORN,** Hauptstrasse 9, Wiesbaden.  
**W. E. SAARBACH,** Gertrudenstrasse 20, Köln (1).  
**AUTRICHE:** GEROLD & COMPANY, Graben 31, Wien 1.  
**GEORG FROMME & CO.,** Spengergasse 29, Wien V.  
**BELGIQUE:** AGENCE ET MESSAGERIES DE LA PRESSE, S. A., 14-22, rue du Persil, Bruxelles.  
**BULGARIE:** RAZNOZNOV, 1, Tzar Assen, Sofia.  
**CYPRÈS:** PAN PUBLISHING HOUSE 10 Alexander the Great Street, Strovolos.  
**DANEMARK:** ENAR MUNKSGAARD, LTD. Nørregade 6, København K.  
**ESPAGNE:** AGUILAR S. A. DE EDICIONES Juan Bravo 30, Madrid 6.  
**LIBRERIA BOSCH,** Ronda Universidad 11, Barcelona.  
**LIBRERIA MUNDO-PRENSA,** Casafé 37, Madrid.  
**FINLANDE:** AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA 2 Keskustatu, Helsinki.  
**FRANCE:** EDITIONS A. PÉDONE 15, rue Soufflot, Paris 6.  
**GROÈCE:** LIBRERIA KAUFFMANN 22, rue du Stade, Athènes.  
**HONGRIE:** KULTURA, S. P. 149, Budapest 62.

**MOYEN-ORIENT**

**IRAK:** MACHENZIE'S BOOKSHOP, Baghdad.  
**ISRAËL:** MENA AYIN BOOKSHOP Abbas Abad Junction, Ispahan.  
**ISRAËL:** ELUMSTEIN'S BOOKSTORES 35 Allenby Rd. et 46 Nachlat Benjamin St., Tel Aviv.  
**JORDANIE:** JOSEPH I. SAHOU & CO. Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.  
**LIBAN:** KHAYAT'S COLLEGE BOOK COOPERATIVE 92-94, rue Biss, Beyrouth.

**OCÉANIE**

**AUSTRALIE:** U. N. ASSOCIATION OF AUSTRALIA 61 Mann House, 245 Little Collins St., Melbourne C. I., Vic.  
**WEA BOOKROOM,** University, Adelaide, S. A.  
**UNIVERSITY BOOKSHOP, St. Lucia,** Brisbane and THE EDUCATIONAL AND TECHNICAL BOOK AGENCY Parrs Shopping Centre, Darwin, N.T.  
**COLLINS BOOK DEPOT PTY. LTD.** Monash University, Wellington Road, Clayton, Vic.  
**COLENS BOOK DEPOT PTY. LTD.** 263 Swanton Street, Melbourne, Vic.  
**THE UNIVERSITY BOOKSHOP, Newcastle, N.S.W.** UNIVERSITY BOOKROOM University of Melbourne, Parkville N.2, Vic.  
**UNIVERSITY CO-OPERATIVE BOOKSHOP LIMITED** Manning Road, University of Sydney, N.S.W.  
**NOUVELLE-ZÉLANDE:** GOVERNMENT PRINTING Office Private Bag, Wellington (et Government Bookshops à Auckland, Christchurch et Dunedin).

Les publications de l'Organisation des Nations Unies peuvent être achetées ou commandées en librairie dans le monde entier et payées en monnaie locale plus amples renseignements, écrire à la Section des ventes, ONU, New York, N. Y. 10017, ou à la Section des ventes, ONU, Palais des Nations, Genève 19.

Printed in U.S.A.—12744—August 1964—3,600

United Nations publication  
Sales No.: 64.1

Price: \$U.S. 0.50  
(or equivalent in other currencies)

Excessive Gutter Binding